

Tribune socialiste

ts



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
N° 662 du 21 au 29 juin 1975

**LES
PATRONS
PRETS
A
TOUT**



Sommaire

- CERES : être ou ne pas êtrep 4
- ELECTIONS : vivre à Champignyp 5

- UDR : les audaces de Chiracp 6
- REFORMATEURS : déjà réformésp 6

- VIIè PLAN : l'ardente mystificationp 7
- CONJONCTURE : des chiffres et des hommesp 8

- ENTREPRISES : les patrons prêts à toutp 9

- PARISIEN : les dessous d'une provocationp 10
- INTERVIEW : gazette pour une stratégiep 11

- LES SOLDATS DANS L'UNITE POPULAIRE
 - l'exemple italienp 12
 - l'exemple portugaisp 13

- ECOLE : les abus d'Habyp 14
- PROSTITUEES : vers des états-générauxp 15
- NUCLEAIRE : pas d'Hiroshimap 15

- PARIS SANS LES PARISIENSp 16-17
 - Tournefort : le Lip des locataires ?
 - le sort du quai Branly

- UNE INTERVIEW DE JOSE ALFONSOp 18
Chanteur-symbole de la révolution portugaise

- INTERNATIONAL : pour une conférence révolutionnaire d'Europe du Sud

- ITALIE : le rouge est mis ?p 19
- PORTUGAL : qui n'avance pas, reculep 20
- ANGLETERRE : retour à la crisep 22

- DJIBOUTI : l'état de siègep 23

Calendrier politique

● secteur culturel

Une journée de travail du secteur culturel du PSU le dimanche 22 juin, à partir de 9 h, 9 rue Borromée, Paris 15è. A l'ordre du jour : opérations-vacances.

● la canaille en fête

Pour remplacer la « fête de rue » interdite, une autre fête tout aussi bien, le dimanche 22 juin, à 15 h, 2 rue de l' Arsenal, Paris 4è (Mo Bastille). Avec tout un programme de sketches, chansons et théâtre, et — à partir de 19 h — un grand bal folk animé par « Le coup de rouge ». Billets en vente au restau « La Canaille », 4 rue Crillon, Paris 4e (5 et 10 F).

● paris 7è

La 7ème section du PSU à Paris organise une assemblée populaire à l'occasion du 15ème anniversaire du PSU et autour de la brochure « Une section du PSU », avec Victor Fay. Le jeudi 26 juin, de 18 à 21 h : film, causerie, vin d'honneur. Au 68 rue de Babylone (Mo St-François Xavier).

● détente, recherche, rencontre

Le centre international Sainte-Baume (Le Plan d'Aups-83640 Saint-Zacharie, tél. (91) 04.50.19) organise des sessions d'une semaine entre le 29 juin et le 2 août : rencontres avec la communauté ; décoloniser l'enfant ; vivre en ville ; la santé ; peut-on changer l'entreprise dans la société actuelle ?

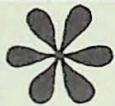
AVEC D.C.L., DES VOYAGES MILITANTS ENCORE POSSIBLE...

Au Liban (avec le peuple palestinien — des places pour juillet)

En France (pour se reposer tout en discutant, dans les Cévennes).

En Grèce (avec un crochet par Chypre)

DCL : 94 rue Notre-Dame des Champs Paris 5è
tél : 325.00.09



quand Rouge « s'ultimatimise »...

Il faut s'y faire : il suffit qu'une, puis deux actions unitaires réussissent, regroupant des organisations différentes, pour manifester notre solidarité avec les camarades qui en Espagne sont aujourd'hui menacés de mort, pour que les porte-paroles de la LCR voient « rouge » et éprouvent le besoin de mettre en cause les conditions dans lesquelles ces manifestations ont été préparées et réussies. Je répondrai donc à l'article de Rouge ceci :

● La tenue du meeting du 4 juin à la Mutualité a été élaborée en commun par le collectif Eva Forrest, la CISE, et le CEL. Les camarades de la Ligue ont été présents à toutes les négociations et en ont approuvé les conclusions. Pourquoi prétendre en dernière heure changer la nature et les formes de cet accord ?

● Soucieux de préserver toutes les possibilités d'élargissement de la solidarité, le PSU a estimé qu'il fallait à la fois manifester le 11 juin à l'appel des organisations politiques qui le demandaient avec raison, et confier au collectif Eva Forrest le soin de poursuivre, en tant que tel, les discussions pour obtenir précisément une unité très large.

C'est ce que les camarades de Rouge appellent un « ultimatum », et que nous disons nous l'indispensable démarche à employer pour obtenir l'indispensable élargissement du mouvement de solidarité avec le peuple basque, et — en premier lieu — avec Garmendia, Otaégui, et Eva Forrest, aujourd'hui menacés de mort. C'est pourquoi nous arrêtons ici la polémique. La poursuivre serait à proprement parler indécent.

Christian GUERCHE ■

Vacances en méditerranée

La fédération de l'Hérault du PSU propose aux volontaires de passer leurs vacances à Montpellier, à proximité de CARNON, une des plus belles plages de la Méditerranée. Pour cela, elle met à la disposition des camarades et de leurs familles, par l'intermédiaire de l'association Rencontre et Culturé, une auberge à Montpellier en juillet et août.

Prix : 70 F par semaine (hébergement et petit-déjeuner)
Repas sur place : 10 F
Pension complète : 210 F par semaine

En prenant vos vacances avec la fédération de l'Hérault, vous éviterez le piège à touristes qu'est devenue « la nouvelle Floride du Languedoc ». Entre camarades, vous pourrez aussi parfaire votre formation politique.

Inscription et renseignements auprès de la fédération de l'Hérault du PSU, 18 rue Sainte-Anne 34 000 Montpellier. ■



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Photos : Semo (Fotolib) p 1, 9 - Maillac (Adja) p 3, 4 - AFP p 6, 7, 21 - Dellisse (Fotolib) p 12, 13 - Lebrun (Fotolib) p 14 - Burzet p 16 - Oc / Prop p 18 - Weiss (Adja) p 15 - Cohen (Agip) p 19 - Leymarie (Fotolib) p 23 - Raimond / Viva p 24.



A l'heure des luttés

La direction politique nationale du PSU s'est réunie les 14 et 15 juin sous le signe des luttes que mènent en particulier les travailleurs du Parisien Libéré et de Chausson.

◆ Comme le fait remarquer la résolution politique adoptée : « La situation en France au cours des dernières semaines est en effet caractérisée par un raidissement croissant d'un pouvoir en butte aux échecs de sa propre politique :

— échec d'abord par rapport aux objectifs qu'il affirmait poursuivre : la hausse des prix continue malgré le frein mis par le patronat à la progression des salaires, la production industrielle baisse, aucune relance ne venant de l'étranger. Le chômage total et partiel monte en flèche ;

— échec surtout par rapport aux objectifs qu'il poursuivait réellement : la bataille des exportations est en partie perdue et le chômage dépasse par trop les limites qu'il s'était fixé. »

Ces échecs, loin de faire reculer le gouvernement dans l'application de ses plans, l'amènent à s'engager dans une sorte de « fuite en avant » dans la répression et l'intimidation destinée à « briser de façon durable toute résistance sérieuse de la part des travailleurs ». **PLUS grave encore : pour la première fois, à travers l'attitude du ministre de l'Intérieur qui utilise les provocations fascistes et encourage l'établissement de milices patronales, la bourgeoisie « favorise l'établissement d'une « stratégie de tension » à l'italienne ».**

Le mouvement ouvrier ne peut assister, muet, à ces démonstrations de force qui le menacent dans son existence même. Car le pouvoir « compte sur l'absence d'une contre-offensive générale des syndicats et partis ouvriers ».

Il devient de plus impossible de laisser chacun des conflits isolé. Chausson réclame l'extension de la lutte à tout le secteur automobile ; le Parisien Libéré met en cause les conquêtes de tous les

travailleurs du Livre et de la presse et vise en fait au démantèlement de la CGT et de la CFDT dans le secteur. Ce que les travailleurs attendent des organisations qui les représentent, c'est qu'elles s'engagent tout de suite dans l'action, partout à la fois. Comme le dit la résolution : « Les partis de l'union de la gauche ont poursuivi leur polémique, refusé l'action commune avec ceux qui n'ont pas signé le programme commun, sans pour autant la réaliser entre eux. Ce climat a fait manquer à la classe ouvrière bien des occasions au cours des deux derniers trimestres. »

Voilà pourquoi, une fois de plus, notre parti rappelle ses propositions d'unité d'action pour la conclusion d'un accord de lutte à tous les niveaux « contre les licenciements et le chômage, pour l'organisation unitaire des travailleurs sans emploi, pour la riposte offensive aux atteintes multipliées contre les organisations syndicales et le droit de grève. »

Certes la polémique continue entre les tenants du programme commun. Les divergences au sein du mouvement ouvrier sont normales et il est juste qu'elles soient exposées aux travailleurs qui sont les premiers intéressés. Mais elles ne doivent pas faire obstacle à l'action commune. « Bien au contraire : c'est au travers de cette action que peuvent s'élaborer des réponses politiques correspondant aux préoccupations actuelles des travailleurs ».

« Dans la mesure où un véritable débat pourrait s'ouvrir dans cet esprit, notamment à la suite du dernier comité central du parti communiste et de la convention du parti socialiste, le PSU considère qu'il est de sa responsabilité d'y intervenir. C'est pourquoi il demande à y participer, en considérant qu'il ne s'agit pas seulement d'un débat de sommet, et qu'il serait pleinement fructueux s'il se menait également dans des structures unitaires à la base. »

Le développement de cette politique « suppose qu'en même temps se poursuive le renforcement du courant révolutionnaire qui lutte pour le contrôle ouvrier et l'autogestion socialiste ». Ren-

forcement du PSU, mais aussi renforcement des liens entre les différentes composantes de ce courant. Le débat que le PSU propose pour l'automne prochain sur le thème « Quel parti pour l'autogestion socialiste ? » s'inscrit dans cette perspective.

Débat, mais aussi intervention dans la lutte de classe et action de masse. C'est à cela que correspond la proposition de constitution « sous le nom d'Institut pour le contrôle ouvrier, de coopératives mettant en commun les moyens d'information, la gestion de l'expression audio-visuelle et de lieux de débats. » De façon à disposer d'un instrument « aidant au développement des luttes anticapitalistes qui mettent en œuvre le contrôle des travailleurs ». C'est pourquoi, aussi, le PSU propose de s'engager dès maintenant dans trois campagnes :

« — l'offensive contre le chômage, le soutien et l'articulation des luttes du type de LIP,

— la bataille contre le programme électro-nucléaire et la militarisation ; le moratoire est une revendication réaliste qui peut cristalliser l'opposition au mode de vie capitaliste des travailleurs, ouvriers-paysans et intellectuels,

— le soutien actif à la révolution portugaise ».

Le courant révolutionnaire pour l'autogestion n'existe pas seulement en France, il se développe au rythme de la montée des luttes, en Europe du Sud particulièrement. « Comme le montre le Portugal, les forces socialistes révolutionnaires peuvent ouvrir une alternative politique aux blocages qui se produisent entre sociaux-démocrates et communistes ».

C'est pourquoi la DPN, à l'heure de la révolution portugaise et de la décomposition du franquisme, a décidé de proposer aux « forces socialistes révolutionnaires de l'Europe du Sud l'organisation d'une conférence internationale visant à concerter de façon plus étroite leur action anticapitaliste et anti-impérialiste. »



le CERES dans l'impasse :

être ou ne pas être

La publication récente d'un livre de trois responsables du CERES — J.P. Chevènement, G. Toutain et M. Charzat — « **le CERES, un combat pour le socialisme** » —, donne l'occasion de revenir sur la tendance de gauche du parti socialiste. Occasion d'autant plus opportune que des militants, comme ceux du secteur Santé-Sud du PSU, ont pu croire que les positions du CERES n'avaient fait l'objet d'aucune critique de notre part.

Or, dire, comme je l'ai écrit, que nous ne sommes d'accord ni avec la lecture que le CERES fait du

encore, **le socialisme qui ne fait pas la révolution et qui doit composer avec le capitalisme, sous peine de disparaître** ». Condamnée au compromis pour survivre, la social-démocratie s'enfoncé dans ces compromissions.

à coup de paris le cresson du rôti

Appréciation valable au niveau de la description, mais qui ne tient compte ni de l'analyse de classe, ni des données historiques et théoriques. Il n'est pas vrai que la social-démocratie telle

J.P. Chevènement et ses amis font comme si toute cette histoire et toute cette dynamique sociale n'avaient pas existé, et comme s'ils se trouvaient — toutes choses égales d'ailleurs — dans la position d'une fraction bolchévique, au lieu de faire scission, aurait « régénéré » de l'intérieur le parti social-démocrate ouvrier de Russie, et l'ensemble de la IIème Internationale. C'est faire non seulement bon marché du passé, mais aussi, et surtout, du présent. Ou plutôt, si le présent intervient, c'est toujours sous forme de pari. Après le pari de transformer le PS en un parti de révolution, vient le

Pau a bien été une tentative, parfaitement réussie, pour réduire « comme prévu » le CERES à n'être que « **le cresson du rôti** ». Si l'on en juge par les mesures de plus en plus drastiques prises par la direction du PS à l'égard du CERES — dont la dernière est l'interdiction pour la fédération de Paris de figurer à la fête du PSU — la séparation de corps n'est pas très éloignée, à moins que le CERES, « **toujours prêt aux accords raisonnables** », ne se confine à sa « **vocation pédagogique** ».

En fait, le sort du CERES était scellé à partir d'Epinau, où sa bri-



A droite, Jean-Pierre Chevènement, un des animateurs du CERES.

programme commun, ni avec le jugement qu'il porte sur l'avenir du PS, c'était déjà souligner, en peu de mots, toute la distance qui nous sépare. Mais il est vrai qu'il est nécessaire de préciser et de développer ces points.

L'ouvrage du CERES apporte à ce sujet de nouveaux éléments d'appréciation. Les auteurs content par le menu ce que fut « l'entreprise » du CERES. On voit comment, conduits par deux « énarques », J.P. Chevènement et Didier Motchane, quelques jeunes gens s'incrustent dans « la vieille maison » au début des années soixante et font le pari de « **régénérer de l'intérieur l'édifice sclérosé de la social-démocratie** », pour « opérer » du dedans « **la reconquête socialiste de la SFIO** ».

Pour justifier ce parti, Jean-Pierre Chevènement avance une curieuse théorie : la social-démocratie, c'est un état objectif qui résulte de l'immersion de ceux qui se disent socialistes dans la société capitaliste. « **La social-démocratie c'est, dit-il**

qu'elle est, soit une sorte d'état naturel du mouvement ouvrier au sein du système capitaliste. Le clivage qui s'est opéré dans le mouvement socialiste, au premier tiers du siècle, répondait à des réalités profondes : un changement dans la composition sociale des cadres et des couches décisives des principaux partis socialistes, une prépondérance du réformisme, les deux phénomènes étant liés. Les scissions qui se sont produites, d'abord en Russie, puis dans une série de partis sociaux-démocrates, n'ont pas été des opérations artificielles dues aux manipulations de Lénine et de quelques autres. Elles étaient l'expression d'exigences révolutionnaires historiques qui ne pouvaient se développer dans le cadre de la IIème Internationale. Les faits l'ont suffisamment montré : même si de nouveaux clivages se sont ensuite manifestés en fonction de l'évolution du mouvement communiste, ils n'ont pas remis en question la validité de la séparation organique entre courant réformiste et courant révolutionnaire dans le mouvement ouvrier.

pari de faire du programme commun un instrument de rupture du système capitaliste, et le pari d'opérer une mutation du parti communiste l'amenant à « **réviser ses conceptions sur son rôle, sur celui de ses partenaires et, sur la nature de l'union** ». Le CERES se voit ainsi en démiurge transformant à coup de paris gagnés la réalité politique.

Mais il lui arrive aussi d'être plus réaliste. Nous pourrions souscrire au jugement que J.P. Chevènement porte sur le congrès de Pau : « **Le CERES, qui a aidé en 1971-1972 le char de la social-démocratie, enlisé dans les vieilles ornières, à s'ébranler, n'est plus aussi nécessaire dès lors que celui-ci a acquis une certaine vitesse et s'y maintient par la force, social-démocrate par excellence, de l'inertie** ». Et encore : « **Insensiblement, le CERES reprend du champ et la social-démocratie de la superbe**. Le Congrès de Pau ne sera que le constat amiable de cette progressive séparation d'âme sinon de corps ».

lante tactique réussit à installer François Mitterrand à la direction du PS. C'est que la greffe de François Mitterrand et de ses amis correspond toujours mieux à la nature du parti socialiste. Mais pour prendre, elle avait besoin du greffon du CERES. Ainsi peut être réalisé ce vœu de François Mitterrand :

« **Faire du PS une formation multiforme où cohabiteraient toutes les sensibilités et toutes les nuances du socialisme radical au radicalisme teinté de socialisme** ».

par le bas ou par le haut

Lorsque l'un des auteurs écrit avec quelque lyrisme que « **le parti socialiste tend à se confondre avec l'humanité : des artistes plasticiens aux officiers socialisants, du Directeur de banque à l'OS, de l'ancien maoïste au gaulliste d'hier, il constitue un microcosme de la société française** », se rend-il compte qu'il porte condamnation du projet du CERES, qu'il avoue

son échec dans sa tentative de transformer le PS en un parti de classe et qu'en définitive il a tiré les marrons du feu pour ses alliés d'hier, de François Mitterrand à Pierre Mauroy en passant par Gaston Defferre.

Cette faiblesse du rôle politique du CERES se lit aussi dans ce qu'il appelle ses « fondements théoriques ». Comme le montre bien Yvan Craipeau, dans son article de *Critique Socialiste* (1), les illusions du CERES se retrouvent au niveau de ses conceptions stratégiques. Le CERES voit dans la mise en œuvre du programme commun et dans sa dynamique le moyen de promouvoir à la fois « la révolution par en haut », et « la révolution par en bas ». Or le programme commun, s'il peut être qualifié de réformiste, n'est nullement un programme de rupture avec le système capitaliste. Il s'inscrit dans ce système et ne touche pas aux institutions politiques, aux appareils qui structurent le pouvoir de la bourgeoisie, armée, police, justice, etc...

Même ce que l'on peut considérer comme l'aspect le plus avancé du programme commun — les nationalisations — ne s'inscrit pas dans une stratégie de rupture dans la mesure où celles-ci s'opèrent avec indemnité, c'est-à-dire avec un transfert de capitaux d'Etat au Capital privé, et où il ne s'agit pas d'un transfert du pouvoir aux travailleurs. J.P. Chevènement reconnaît d'ailleurs que « le programme commun peut passer dans la vie sous des formes très différentes » et prévoit la possibilité d'une « récupération par le système ». Il faut donc autre chose que la stratégie actuelle de l'union de la gauche et son programme pour assurer l'éventuelle jonction d'une « révolution par en haut » et d'une « révolution par en bas ». Encore un pari en-

gagé bien légèrement par le CERES.

un point d'appui

Ces constatations faites — et encore une fois, il faut lire l'étude de Yvan Craipeau qui constitue une analyse fondamentale de nos convergences et divergences avec le CERES — il reste que nous avons le souci d'établir avec nos camarades des rapports unitaires.

Doivent-ils être pour nous des alliés privilégiés ? Le problème est ainsi mal posé. Dans une stratégie d'unité populaire, nous avons pour objectif d'unir autour de la classe ouvrière toutes les forces sociales susceptibles de mener un combat anticapitaliste. L'unité d'action avec les forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier est un élément, un moment de cette stratégie unitaire, qui permet de favoriser la mobilisation des masses de même que les initiatives de base favorisent la conclusion d'accords d'unité d'action. La position du CERES — dans la mesure où sa pratique est conforme à ses analyses, ce qui n'est pas toujours le cas, car le CERES est loin d'être homogène — devrait être un point d'appui pour le développement des luttes pour le contrôle, et pour notre politique d'unité d'action avec les partis de gauche. Au travers des liens entretenus avec le CERES, le PSU, qui, lui, a fait le choix inverse — celui d'une organisation révolutionnaire autonome de lutte pour l'autogestion — maintient un pôle politique pour tous ceux que l'évolution du PS conduira à prendre une conscience de plus en plus claire de l'impasse où ils se sont engagés.

Victor LEDUC ■

(1) critique socialiste n° 22 : « Le CERES et les problèmes de la transition ».

un pot de colle et des ciseaux...

Ce sont les instruments favoris de certains journalistes de Rouge. Avec les ciseaux, on coupe deux mots dans un article de TS, par exemple « barrière artificielle ». Puis plusieurs mots dans un autre : « Bien peu de choses séparent le PSU du CERES ». La coupure laisse évidemment tomber l'essentiel de chaque phrase, par exemple : « Le programme commun est une barrière artificielle contre l'unité d'actions »... « bien peu de choses séparent le PSU du CERES, sinon que nous n'avons pas la même lecture du Programme commun ni de l'avenir du PS ».

Peu importe ! Les deux journalistes en question (J.H. et R.Y.) prennent le pot de colle, réunissent leurs coupes en

ajoutant entre les deux « en conséquence ». Ils ont ainsi fabriqué une orientation du PSU selon laquelle « Victor Leduc semble prêt à faire glisser le PSU vers la gauche de l'Union de la gauche ».

Ceci fait, on reprend les ciseaux, on découpe un nouveau membre de phrases dans un autre article de TS. Et l'on fabrique ainsi une orientation du secteur entreprise du PSU qui « semble aller en sens contraire ». Ainsi Rouge met en lumière un clivage fondamental et renseigne parfaitement ses lecteurs sur ce qui se passe au PSU. Ce petit jeu de la coupure et de l'amalgame dure depuis plusieurs mois. Ce sont des procédés que l'on regrette de retrouver dans Rouge.

Le centre populaire de formation socialiste

Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, le Centre populaire de formation socialiste se propose d'aborder à travers quatre cycles d'études (Marxisme et philosophie, analyse marxiste de l'économie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales) les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Enrichir la formation politique et théorique, étendre les connaissances, pour permettre une meilleure intervention consciente dans la lutte des classes, telle est la fonction que le Centre populaire de formation socialiste voudrait jouer. Nous publions ci-dessous les thèmes des deux premiers cycles.

Marxisme et philosophie

Direction Victor Leduc
avec la participation de Jean-Marie Demaldent,
Stanley Pullberg...

Première séance : mardi 23 septembre

Ce cycle se propose de donner une ouverture sur le marxisme en abordant le problème de ses rapports avec la philosophie. Il s'agit de questions fondamentales qui concernent tant la formation et l'histoire de la pensée marxiste que les diverses interprétations, déformations ou contestations du marxisme dans le mouvement actuel des idées.

I Marx et Hegel
Quels rapports (rupture, continuité, renversement...) entre la pensée de Marx et la philosophie hegelienne ?

II Le matérialisme de Marx (2 séances)
Marx et le matérialisme français du

XVIII^e siècle. Marx et Feuerbach. Matérialisme et histoire.

III. Les problèmes de la dialectique (2 séances)
Qu'est-ce que la dialectique ? Méthode dialectique et matérialisme historique. Dialectique et lutte des classes. Y a-t-il une dialectique de la nature ?

IV. Marxisme et conscience de classe (Théorie et praxis)
Classe en soi et classe pour soi. Le rôle de l'idéologie. La fonction de l'organisation. L'apport de Lukacs.

V. Marxisme, psychanalyse et anti-psychanalyse (2 séances)
Le freudo-marxisme. Wilhelm Reich. E. Fromm. Marcuse. Autour de l'Anti-Oedipe.

VI. Marxisme, positivisme et structuralisme (2 séances)
Les interprétations scientistes du marxisme. L'économisme. Le néopositivisme. Les althusseriens.

VII. Marxisme, aliénation, autogestion
Qu'est-ce que l'aliénation pour Marx ? Aspects économiques, aspects politiques, aspects idéologiques. L'autogestion comme instrument de la désaliénation.

Les droits d'inscription sont de 25 F pour un cycle, 40 F pour deux, 60 F pour trois et 70 F pour les quatre.

(Retourner ce bon d'inscription à : CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE - 9, rue Borromée - 75015 Paris.

Les chèques doivent être adressés à M. Pierre GARRIGUES CCP 23 412 64 Paris 37, Ave Foch - 75116 Paris.

après les élections municipales :

Vivre à Champigny

9 % à Champigny, à des élections municipales partielles. Ce score de la liste « action municipale pour l'autogestion socialiste » que soutenait le PSU est intéressant dès l'instant où l'on situe cette ville de la banlieue parisienne et les conditions de la campagne : 80 000 habitants, une municipalité que dirige le PCF depuis 1945. Le PCF avait refusé de prendre en considération la proposition de liste commune des forces populaires faite par le PSU.

La liste s'est donc constituée à partir de camarades d'organisations syndicales, familiales très actives dans le secteur. Le programme de la liste fut axé sur le contrôle populaire ; un certain nombre d'actions avaient été menées conjointement avec ces organisations, c'est pourquoi la plate-forme reprenait un certain nombre d'exemples :

● contrôle sur les prix et la consommation (ventes sauvages de viande et de vin en juin 74) ;

● contrôle sur les loyers et les charges (action sur les expulsions en juillet 74) ;

● contrôle sur les transports (semaine d'action avec organisation d'une ligne de mini-bus gratuit permettant la démonstration par la RATP de l'utilité d'une ligne, début juin 1975) ;

● demande de création d'un centre d'orthogénie et du Planning Familial.

Le résultat par bureau de vote fut appréciable : 11 % dans les quartiers à forte densité populaire. Et maintenant ? Tous les points de la plate-forme vont être développés. La liste appelle à la constitution d'une association « Vivre à Champigny ».



les audaces de Chirac

Le « cirque » des Assises Nationales de l'UDR à Nice est terminé. Ces messieurs rangent leurs smokings. Chirac est content. Son numéro s'est bien passé. Dans un mois, le Conseil National de l'UDR entérinera. D'ici la rentrée, une piqûre d'hormones a été insufflée aux 6 000 cadres, notables municipaux, entrepreneurs de choc et bureaucrates de tous genres. Le « cirque » UDR est toujours bien programmé. Il faut en effet périodiquement tenir en haleine ces

troupes bien sages pour leur donner l'illusion qu'elles servent à quelque chose d'autre qu'à être le miroir narcissique de ceux qui ont le pouvoir.

Cette fois encore, le « numéro » de Chirac a été bien aidé par les UDR. Chirac devient « Secrétaire Général d'honneur ». Il continuera d'être le patron et délègue au sous-fifre André Bord, le soin de s'occuper de l'intendance. L'UDR après de Gaulle, après Pompidou, coiffée par Chi-

rac, sous la houlette de Giscard, reste essentiellement une machine électorale où se retrouvent quelques dizaines de milliers (30 000 selon les chiffres communiqués à la presse) de conseillers municipaux, maires et élus divers, à quoi il faut ajouter les « notables » régionaux et locaux qui constituent la « clientèle ».

Le souffle politique gaullien, voire chabanesque, a disparu. Il n'existe plus que des conservateurs du « changement », ceux

qui acceptent comme un pis aller, un mal nécessaire, les réformes de Giscard.

L'anti-communisme, l'anti-syndicalisme, la peur du « gauchisme », la crainte des lendemains, voilà ce qui a dominé le « travail » des commissions chargées de préparer le texte final, sorti de ces assises.

Tel chef, telles troupes : dans la crise économique, politique et sociale qui se développe, le régime présidentiel utilise les deux bouées de sauvetage possibles ; d'un côté l'épouvantail anti-communiste avec Chirac comme bateleur, rameutant ses troupes, et de l'autre, le numéro de charme de Giscard. Combien de temps cela pourra-t-il durer ?

Jean VERGER ■

Réformateurs

Réformés avant d'avoir servi

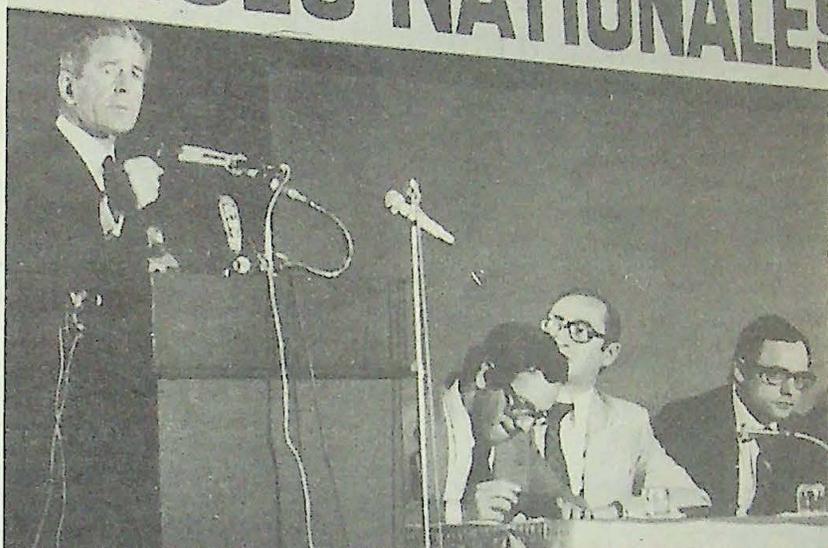
Décidément, les assises au PLM St Jacques (à Paris) ne réussissent pas aux projets de regroupement politique. Les réformateurs viennent d'en faire, à leurs frais, l'expérience, ce week-end.

Le parti de la réforme ne semble pas vouloir voir le jour et le rassemblement des familles centristes de toute obédience, semble être un dessein qui dépasse les moyens des réformateurs. On en arrive même à parler à leur propos d'un « mille pattes à jambe de bois qui se mordrait la queue ».

Il faut dire que mettre ensemble des personnalités aussi différentes que Jacques Soustelle et J.J.S.S., des groupes de provenance aussi différente que « Progrès et Liberté », le parti radical, le centre républicain et le mouvement démocrate et socialiste de France aboutit souvent à un cocktail sinon explosif du moins indigeste.

Influencé par la pompe du lieu, Bernard Stasi prophétisait : « l'histoire est sans pitié pour ceux qui

ASSISES NATIONALES



manquent les rendez-vous qu'elle leur donne ». Et J.J.S.S. d'annoncer qu'il ne se représenterait pas à la présidence du parti radical, poste auquel il est par les statuts, non rééligible. A part cela, on tourne en rond, quoi ! La chamaille ne le cède qu'à la chicane.

Et puis, il y a la concurrence du Mouvement de la Gauche réformatrice de Michel Durafour qui veut faire pièce à la fédération des réformateurs. Il y a aussi la puissante attirance de l'UDR qui pêche souvent dans les mêmes eaux et qui

compte aussi dans ses rangs ses centristes « bien à elle ». De toute façon les couches sociales sur lesquelles ces courants reposent, sont en voie de régression. Tout ça fait beaucoup de problèmes. Et si certains experts de la politique, après avoir examiné à la loupe les résultats de cette réunion, concluent de façon optimiste que les réformateurs ont accompli un petit pas vers l'unité, il doit s'agir d'un pas de fourmi.

Giscard n'a pas été dupe. De sourds reproches ont grondé entre

le pouvoir et les réformateurs. Aux accusations du style : « réformez vos structures » sévèrement lancées par Giscard, il a été fait sèche-ment réponse du genre : « structurez mieux vos réformes ».

Giscard semble abandonner le rêve alléchant caressé par son homme à tout faire, Ponia, d'établir un contrepoids à l'UDR par le parti du rassemblement des centres. Du côté de l'entourage de Giscard, on en est plutôt à l'idée de noyer le poisson dans une vaste et peu formelle « union de la majorité pour une société libérale avancée ». Le problème c'est que le poisson UDR est une baleine ; docile certes, mais capricieuse.

Et le fait est qu'après leur réunion de Nice, les Gaullistes ont consacré Chirac, secrétaire général d'honneur, ce qui lui permettra d'avoir les mains libres pour mettre un peu d'ordre dans les affaires des composantes remuantes de la majorité. Chirac, même s'il fait figure de second sauveur en réserve — une réserve qu'il est prêt à manifester longtemps — s'affirme docile instrument du grand projet de celui qui veut s'imposer en « patron » de la majorité.

Comme on le voit, des desseins de son fidèle lieutenant Ponia, Giscard n'a pas tout laissé tomber. Il a tout de même retenu la « giscardisation » de l'UDR.

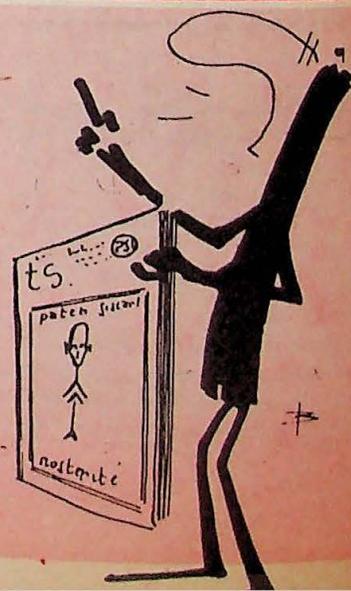
Pour affronter les inquiétudes qu'inspire une situation sociale tendue, la marche vers le Cesarisme présidentiel est ouverte.

Alain TLEMCEN ■

**lutter,
c'est aussi
s'abonner
à T.S.**

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65





Le VIIe plan : une ardente mystification

L'Assemblée Nationale vient de clore la première phase de la préparation du VIIe Plan qui est censé établir les orientations du développement économique national pour les années 1975 à 1980. Le débat a été très terne et la presse n'a fait que des commentaires limités.

▲ Pourtant le VIIe Plan est présenté officiellement comme « le moyen de relever le défi de la crise ». Au-delà des périphrases et des formules, le rapport du gouvernement révèle clairement que l'objectif principal est bien l'approfondissement des conditions de l'austérité et du chômage pour les travailleurs, de façon à assurer une relance du profit à travers une nouvelle phase de restructurations et de reconversions industrielles.

la forme et le fond

La faiblesse du débat a pu être imputée à une préparation trop rapide (deux mois de délai à peine pour les travaux des commissions) et à une concertation insuffisante. En réalité, cette vision est trop superficielle, le choix des procédures n'est pas un problème technique. En privilégiant telle ou telle organisation, ou tel ou tel mode d'expression des représentants des différents groupes sociaux, la procédure retenue enferme les travaux et les possibilités d'expression dans un réseau de contraintes qui, de fait, les subordonnent à des objectifs déjà largement préétablis (même si ceux-ci doivent être, sur le plan formel, définis par le Plan lui-même).

La forme n'est pas dissociable du contenu. C'est ce qui doit nous guider pour apprécier l'évolution du fonctionnement et du rôle du Plan.

Après une période de réflexion et d'hésitation, la première manifestation de Giscard, vis-à-vis du Plan, est la création, en septembre 1974, du Conseil central de planification, sorte de super-conseil restreint des ministres qui réunit le Président, le premier Ministre, les ministres des Finances et du Travail et la commission au Plan. Chaque mois, le conseil traite d'une question précise (Europe, balance des paiements, etc.) qui engage le moyen terme (4 à 5 ans). Il prend des décisions.

Sa première manifestation a consisté à fixer les procédures de réalisation de la première phase du Plan. Parallèlement aux travaux des commissions mises en place, il a pris des mesures engageant l'avenir (exemple sur le nucléaire). Le fonctionnement de ce nouvel organe de « la planification à la française » a ainsi révélé une conception très centralisée de l'élaboration politique des objectifs. Ceci est lié à une nouvelle répartition des rôles au sein de l'administration et à l'évolution du cadre de la concertation.

Face aux contradictions économiques et sociales nationales et internationales qui se développent à travers la crise, l'État bourgeois doit se donner les moyens d'une réflexion permanente à moyen terme de façon à appuyer de façon plus sélective les pôles stratégiques du capital et à limiter les risques d'une explosion sociale.

une nouvelle répartition des rôles

Cela implique une plus grande cohérence dans la mise en œuvre des moyens de l'intervention publique. On assiste ainsi à la constitution, autour du Conseil de planification, d'une nouvelle répartition des rôles. On peut distinguer un pôle qui se dessine autour d'un ministère de l'Industrie renforcé. Un autre pôle, plus centré sur les questions sociales, en particulier celles de l'emploi, autour du commissariat au Plan et du délégué à l'emploi. Enfin, le ministère des Finances est mieux intégré qu'auparavant à l'ensemble du dispositif.

Que devient le commissariat au Plan dans ce cadre-là ? Directement branché sur le Conseil de planification, il est plus systématiquement utilisé comme outil de cohérence et de guide pour les décisions du gouvernement à moyen terme. En ce sens, il reste plus précisément l'instrument du gouvernement que le lieu d'un débat national tel qu'il prétendait l'être.

Le moment de la concertation publique sur les orientations d'ensemble doit être limité au maximum. Il n'est plus question de perdre du temps et des moyens à jouer la comédie du consensus sur les finalités et les moyens de la maîtrise du développement social. Il faut limiter au maximum les possibilités que le débat préparatoire puisse servir de tribune à l'opposition, en particulier syndicale, et aux différents intérêts opposés au sein du pouvoir.

rêts divers du bloc au pouvoir, amortir et utiliser les oppositions, unifier les pratiques publiques.

Si Giscard n'a pas besoin d'obtenir formellement le consensus général sur les grandes options, il a besoin d'obtenir une collaboration volontaire ou forcée des principales forces sociales (au moins sur des points particuliers) par à-coups. Ceci suppose la capacité à occuper le terrain, à fixer étroitement les cadres de la concertation : reconnaître



Au cours de cette dernière phase, le fonctionnement du débat dans des commissions travaillant parallèlement, sans hiérarchie et communication entre elles, a empêché que puisse s'exprimer une certaine cohérence face au discours du pouvoir.

Il en est résulté un rapport très vague, mais sur lequel la critique a glissé au cours des débats au Conseil économique et social et à l'Assemblée. Le débat a bien été désamorcé, en particulier sur la nature de la crise. Mais si le débat national a tourné court, cela ne veut pas dire que toute forme de concertation soit abandonnée.

une concertation « programmée »

Pour le pouvoir, il est important de développer des formes de médiation institutionnelle face aux contradictions économiques et sociales, de façon à composer les inté-

des revendications tout en les isolant de leur contexte d'ensemble, les satisfaire partiellement tout en les dénaturant. Le terrain de l'emploi et celui des transports sociaux sont privilégiés.

Ici le rôle du Plan peut être décisif pour préparer les conditions de négociations, partielles, programmées dans le cadre d'une plus grande cohérence au service du capital de l'intervention publique à moyen terme. Tout ceci implique néanmoins la possibilité de maintenir une unité stratégique au sein des forces qui soutiennent le pouvoir, et, d'autre part, le renforcement de l'expression des forces de collaboration au sein du mouvement ouvrier. Tout ceci ne se joue pas au Plan. Mais certains aspects de l'évolution des institutions de la planification doivent être pris en considération pour apprécier le rapport de force d'ensemble.

Hugues FRED ■

COURRIER du PSU

SUPPLEMENT

entreprises

n° 26-27 prix 3 F

- Renault
- CNE Colombes





des chiffres et des hommes

La situation de notre économie s'est notablement dégradée depuis le début de 1975. L'exposé de la situation, loin de viser à l'exhaustivité, est destiné à éclairer le champ de notre été, réflexion politique.

Le chômage s'est développé très fortement et plus rapidement que le gouvernement ne l'avait prévu. L'arrivée de 400 000 à 600 000 jeunes sur le marché du travail après les vacances de l'été, conjuguée à un nombre officiel de 800 000 chômeurs, et en réalité de plus de 1,2 million, risque de provoquer une situation véritablement explosive à l'automne.

A la fin du mois d'avril, il y avait 797 000 demandes d'emploi non satisfaites au lieu de 699 000 à la fin du mois de janvier de cette année. Au 31 avril 1974, ce chiffre s'établissait officiellement à 438 000 : en un an, le chômage a progressé de 81 %. Parallèlement, le nombre des offres d'emploi non satisfaites était de 106 000 fin avril 1975 contre 154 000 fin janvier et 267 000 au 31 avril 1974. Autrement dit, les demandes d'emploi non satisfaites ont quasiment doublé alors que les offres ont régressé des 3/5 en un an. Au total, la population active réellement employée a

diminué en une seule année de plus de 2 %.

Le chômage partiel s'est également développé dans des proportions considérables. Pour le seul mois d'avril, le nombre des chômeurs partiels s'établit à 360 000 avec 1 700 000 journées chômées contre un peu plus de 300 000 travailleurs pour 1 200 000 journées chômées le mois précédent. En avril 1974, le nombre des chômeurs indemnisables était de 49 800. Par conséquent, il y a sept fois plus de chômeurs partiels et le nombre des journées chômées est dix fois plus important (169 000 en avril 1974) que l'année dernière à la même époque.

L'aspirine gouvernementale

Le patronat opère par étapes : réduction des horaires d'abord, puis licenciements ; la progres-

sion du chômage partiel est cinq fois plus importante que celle du chômage total. Le pouvoir d'achat des masses s'est d'autant plus dégradé que les réductions d'horaires se sont accélérées.

Devant une telle situation, le gouvernement, qui n'attend plus de « relance ». Avant le printemps 1976 a décidé de prendre quatre séries de mesures de nature à diminuer la demande d'emploi :

— instauration de stages parkings rémunérés (400 F par mois) ;

— incitations aux entreprises pour qu'elles embauchent dès maintenant la main-d'œuvre dont elles n'auront besoin que dans six mois (l'Etat remboursera une partie des salaires ainsi versés) ;

— quelques recrutements supplémentaires dans l'administration ;

— extension de l'aide publique aux travailleurs privés d'emploi.

En tout état de cause, ces mesures n'intéresseront pas plus de 200 000 jeunes.

Depuis l'accord du 14 octobre 1974 prolongé par une loi du 2 janvier 1975, le salarié licencié pour cause économique est censé percevoir 90 % de son salaire antérieur brut pendant un an. Mais le pourcentage des personnes bénéficiant de ces dispositions n'atteint pas 10 % des chômeurs indemnisés. 80 à 90 % de ces 10 % d'heureux bénéficiaires se voient retirer cet avantage au bout de trois mois sous prétexte « qu'ils n'ont fait aucun effort sérieux de reclassement ».

très déprimée

De mars 1974 à mars 1975, la baisse de la production industrielle a été de 9 %. Si, d'après une récente enquête de la Banque de France, une légère reprise saisonnière s'est produite en avril dans certaines branches, la tendance au fléchissement, notamment dans les industries de biens intermédiaires, s'est confirmée. Au total, et malgré le niveau élevé de l'activité des industries d'équipement (redéploiement oblige !), la production industrielle reste très déprimée.

D'autre part, la compétition internationale s'est accrue : la plongée du dollar a notablement

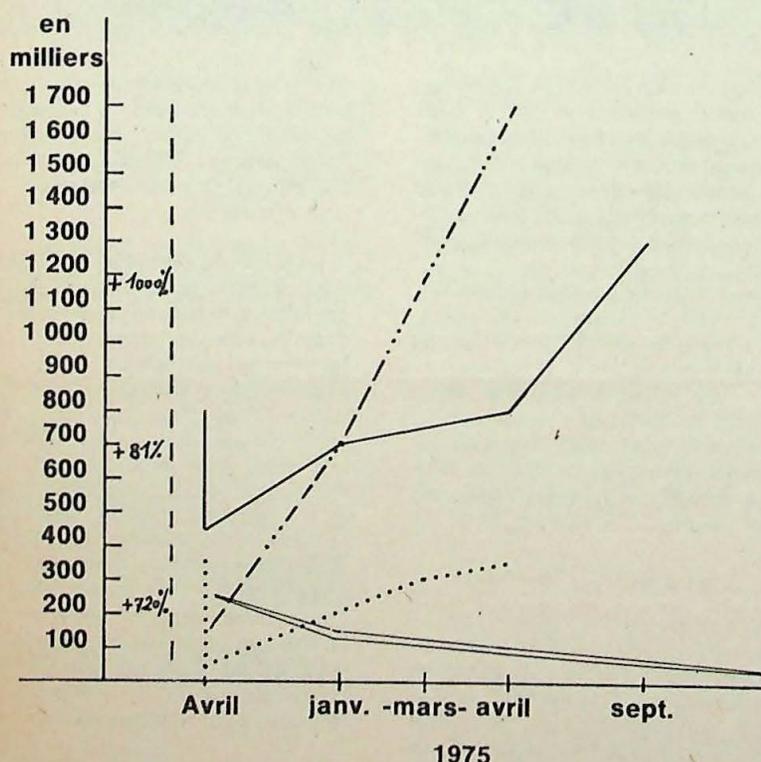
amoindri la compétitivité des produits français.

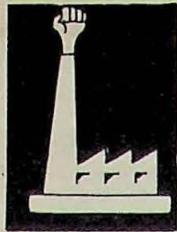
En avril, les prix de détail ont augmenté de 0,9 %. L'augmentation des prix s'établit à 3,6 % pour les quatre premiers mois de l'année. Si la tendance se maintenait, la hausse atteindrait près de 11 % à la fin de l'année. Or le gouvernement s'était fixé pour objectif de ramener la hausse des prix à 0,6 % par mois avant l'été 1975. Ce pari paraît d'autant plus difficile à gagner que le prix des matières premières est en forte baisse et que cette baisse se retrouve en hausse au niveau de la distribution. Réaction de Fourcade : bloquer autoritairement ou soumettre certains prix à un coefficient multiplicateur déterminant un prix maximum.

Cette décision frappe l'inflation au niveau de ses effets et non de ses causes véritables. Le dispositif ne touche que 13 % de l'indice des prix à la consommation (vêtements, chaussures, lingerie, chemiserie, vaisselle, articles de ménage en plastique) : il va probablement inciter les commerçants à anticiper au blocage et par conséquent à augmenter les produits qui ne sont pas encore réglementés.

Courbes du chômage d'avril 1974 à avril 1975

— Demandes d'emplois non satisfaites (nbre de personnes)
— offres d'emplois non satisfaites
— chômeurs partiels indemnisés
— nombre de journées chômées





Social

au « Parisien libéré » occupé :

les dessous d'une provocation

un reportage d'Alain Tlemcen

Il règne une étrange et intense activité rue d'Enghien. Après s'être fait reconnaître, la lourde porte de fer, vaillamment gardée, s'ouvre devant la délégation du PSU. Un camarade du comité d'entreprise nous conduit dans une salle située près des réfectoires animés, car c'était l'heure de la pause. Mais tout le monde n'est pas à table, car aux fenêtres une rangée de vigilants guetteurs est installée sur de véritables postes d'observation. La délégation du PSU est conduite dans une petite salle où siègent en permanence les responsables du comité d'entreprise chargés de recevoir les nombreuses missions de soutien qui ne cessent de se succéder au *Parisien Libéré*. La discussion s'engage immédiatement sur l'attentat perpétré contre André Bergeron et Bernard Cabanes de l'AFP — « C'est de la pure provocation précise l'un d'eux. » Tout cela est monté de toutes pièces. « Ils » voulaient trouver le moyen de justifier par avance leur

Dans l'heure qui suit 15 000 camarades peuvent se rassembler pour nous soutenir. Le fond du problème, c'est l'attaque aux libertés syndicales et le démantèlement de la CGT du Livre. Depuis trois mois, Amaury a fait imprimer son journal à l'étranger et en province. Ça coûte cher. Il faut instaurer un autre circuit de diffusion. Pour lui, la question n'est donc pas économique : c'est un conflit politique.

— Michel Mousel : « mais l'affaire dépasse Amaury. Il s'agit d'opérations anti-syndicales. Le pouvoir désire avoir les syndicats à sa botte lors des difficultés qu'il rencontrera à la rentrée. Pour créer la confusion, Poniatowski soutient les milices patronales et accuse les gauchistes.

— Le conflit a été créé de toute pièces. En dehors d'une question de diminution d'effectifs, il n'y avait pas de problèmes spéciaux, mais

le briseur de grève et le gouvernement le soutient à fond. Pour éditer son journal, on a mis à sa disposition un car de flics, et des CRS par camion. Un convoi du *Parisien Libéré*, il faut voir, c'est impression-

Amaury qui a placé le conflit sur le plan politique. La réaction aussi doit être politique. D'où l'importance pour nous du soutien des partis du programme commun et aussi du PSU. Même si à propos du contrôle de l'embauche, il y a des nuances. On nous reproche le monopole de ce contrôle, mais nous ne monopolisons que le travail qui nous revient.

— Pierre Regnier : « Du point de vue de la réaction des travailleurs, envisagez-vous une popularisation plus intense, une contre-information, comme cela s'est fait pour *Nice-matin* et, pourquoi ne pas éditer un numéro pirate du *Parisien Libéré* ?

— Ah oui, ce serait une copie du « *Parisien Libéré* » comme dans le film d'Yves Boisset, « Dupont-Lajoie ». Mais on aurait pu faire cette édition pirate qu'une fois. On ne peut pas procéder comme les Lips. Il y a le problème du stockage, des produits et du papier, chez nous. Il n'aurait pas été possible d'assurer la continuité de la production.

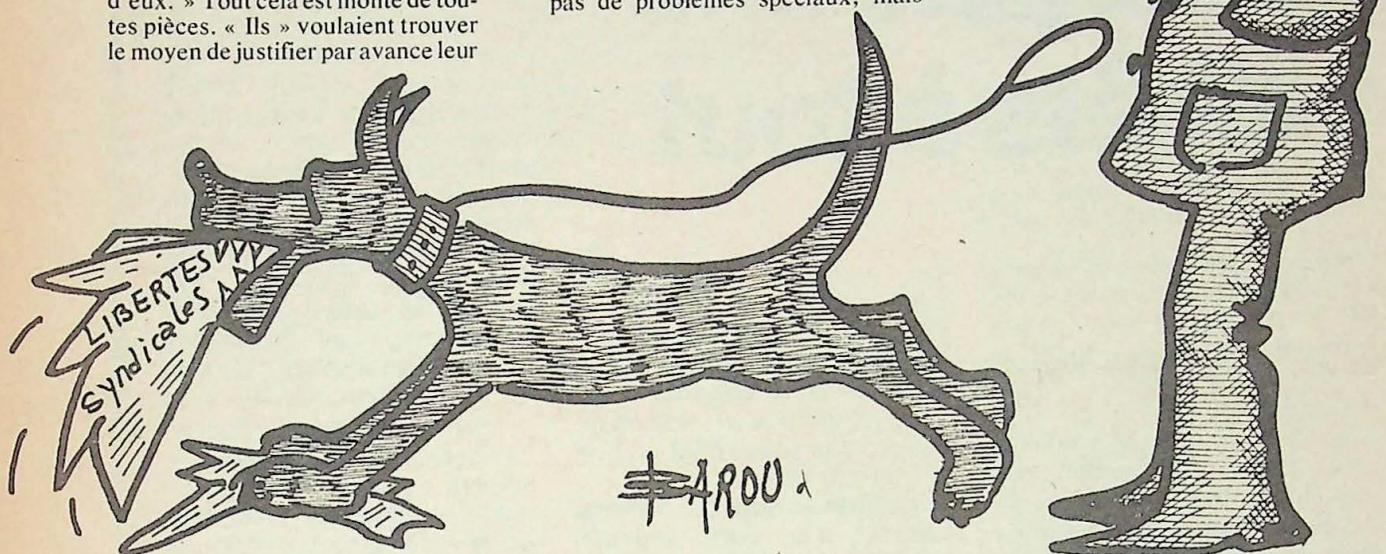
— Michel Mousel : « Mais, il ne s'agit pas de la reprise régulière de l'édition mais d'un ou deux numéros pirates. Il y aurait du monde pour vous soutenir. »

— L'utilisation du titre risquerait de se retourner contre nous. Amaury a fait des éditions pirates : c'est lui qui est dans l'illégalité.

— Michel Mousel : « Quelle a été l'attitude des autres syndicats ? »

— Nous avons tout de suite été soutenus par la solidarité de l'union des syndicats CFDT du livre. Quant à FO, il faut préciser que 30 % des sections de Paris-Brunne ont débrayé. Nos relations avec la CFDT du Livre, dans les entreprises où ils sont implantés, sont bonnes. La question du contrôle de l'embauche est pendante entre nous, mais c'est une discussion au sein de la classe ouvrière, au sein du mouvement syndical, alors que Bergeron en appelle au gouvernement.

La discussion s'est poursuivie dans une atmosphère cordiale Michel Mousel est invité à prendre la parole devant les travailleurs du *Parisien Libéré*, qui se sont maintenant amassés, nombreux, dans la rue d'Enghien.



intervention policière. Mais, avec le soutien que nous avons de l'extérieur, l'ardeur et le succès de la manifestation d'hier, ils s'interrogent... S'ils veulent tenter le coup de force, c'est l'étincelle qui risque de mettre le feu aux poudres et c'est peut-être un trop grand risque pour leurs projets futurs. Michel Mousel intervient : « ils essaient de créer les conditions psychologiques ».

— Mais ils se heurteraient tout de suite, en cas d'intervention à la mobilisation générale de toutes les boîtes de presse et de labeur, les Unions locales, les Unions départementales de la Région Parisienne.

Amaury a fait monter la donne. Il a commencé par exiger 150 travailleurs en moins pour la même valeur de travail. Il y a eu de nouvelles réunions et une escalade de la provocation. Si vous n'acceptez pas, c'est 500 emplois en moins avec suppression des éditions régionales. Nos revendications concernaient aussi le caractère vétuste du matériel.

Mais Amaury croyait qu'à cause de la crise de la presse (néogravure, France-Soir) nous allions tout lâcher. Est-ce un plan concerté avec le pouvoir ? Amaury a-t-il été un kamikase dont le gouvernement se sert ? Le fait est qu'Amaury a joué

nant avec motars, CRS, gendarmes.

Le pouvoir voulait porter le fer dans le syndicat du Livre. Rappelons-nous le rêve de Pompidou : un seul journal du matin et un seul journal du soir. Les capitalistes visent au monopole de l'information. Avec ses quatre éditions nationales et ses 22 éditions régionales, Amaury en prenait le chemin. Il s'agit d'assainir la presse parisienne. Si le *Parisien Libéré* cède, les autres employeurs ont laissé entendre qu'ils étaient preneurs.

« On ne peut pas laisser tomber nos acquis, pour nous et pour nos camarades des autres boîtes. C'est

● la Roche sur Yon : succès des mécanos

Après un mois de grève, les mécanos des quatre principaux garages de la Roche sur Yon ont gagné : ils ont obtenu des augmentations et l'égalisation des salaires dans tous les garages de la ville.

Le 12 mai, la grève est déclenchée par les mécanos de chez Renault et Citroën rejoints par ceux d'Opel et Ford, soit 50 travailleurs.

Le 22 mai, ils décident d'organiser place Napoléon un atelier de « réparations gratuites » puis d'occuper le

garage Citroën : la solidarité commence à s'organiser par l'intermédiaire de l'UL-CFDT et du comité de soutien.

Le 3 juin, Prot, le nouveau préfet, envoie 150 flics expulser les mécanos pour défendre « la liberté du travail » : c'est la première fois en Vendée. Les mécanos reprennent les réparations gratuites sur la place Napoléon et la mobilisation contre la répression policière se traduit dès le lendemain par un défilé de 150 voitures dans les quartiers populaires de la ville : succès de la manifestation, pourtant rapidement préparée.

Les mécanos de la Roche sur Yon ont donc gagné comme leurs camarades de Lorient l'année dernière.

Dans cette région on a tendance à dire qu'il ne se passe rien, cette défaite d'un patronat dur, de type patriarcal, ne passera pas inaperçue.

● La déconfiture des fruits confits.

Apt est une petite ville du Vaucluse de 12 000 habitants. Les activités économiques y sont restreintes : d'une part Apt Union qui fabrique des fruits confits avec environ 600 salariés, d'autre part les militaires qui gardent les missiles et fusées « nucléaires » du plateau d'Albion.

Le groupe Apt Union rassemble la quasi totalité des usines de fruits confits d'Apt : au total il y a dix sept sociétés. La production est en très grande partie dirigée vers l'exportation : Angleterre, Allemagne et Etats-Unis. Mais la crise survient. La livre sterling et le dollar s'effondrent. Le fruit confit, produit de luxe, ne

Gazette pour une stratégie

TS avait évoqué, il y a deux mois, la sortie d'une nouvelle revue, La gazette ouvrière, créée par une équipe de responsables syndicaux et de militants intellectuels. A l'occasion de la sortie du très intéressant deuxième numéro, centré notamment sur l'évolution des luttes à la Régie Renault nous sommes allés faire le point sur leur tentative avec trois des animateurs de la Gazette, Alexandre Bilous, André Granou, et Marie-Noëlle Thibault.

TS : Pouvez-vous définir en quoi réside au juste votre projet ?

G.O. : La classe ouvrière a changé depuis que les organisations ouvrières ont défini leurs stratégies. Et à ces changements de la classe ouvrière, à cette montée des OS, les organisations ont peu réagi, elles n'ont pas traduit l'ensemble des conséquences stratégiques qui comportaient ces changements dans la classe ouvrière.

Les organisations syndicales et politiques représentent une forme de structuration née de la période antérieure. Elles n'appuient aujourd'hui leur stratégie que sur une catégorie de la classe ouvrière, la couche des « professionnels ».

Or, la classe ouvrière n'est pas une donnée, elle se construit. Le problème posé par la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière ne peut être vu sous un angle strictement « politiste ». Ce qui est posé, c'est le problème d'une révolution qui soit d'abord sociale, avec une structuration réelle de la classe ouvrière, avec une capacité pour elle d'exercer une hégémonie sur les autres couches de la société.

Nous pensons donc qu'il faut aller à la recherche, dans les luttes d'aujourd'hui, de ce qui constitue des obstacles à la construction de la classe ouvrière (luttes liées à la structure du capitalisme, ou à l'héritage de traditions corporatistes, socialistes-révolutionnaires, etc.) et de ce qui permet de développer les éléments de construction et d'unification de la classe ouvrière, non plus autour de la couche professionnelle de la classe ouvrière, mais autour de ce qui est aujourd'hui le cœur-même de cette classe.

TS : Ne faites-vous pas un peu de « l'Osisme », comme d'autres faisaient naguère de l'ouvriérisme ?

G.O. : Pas du tout, dans la mesure où nous ne nous préoccupons pas des revendications catégorielles des OS. Nous demandons simplement qu'on reconnaisse dans les OS la **couche-pivot** de la classe ouvrière (et non pas des marginaux comme le font couramment les directions syndicales confédérales).

Il ne peut y avoir de construction de l'unité ouvrière qu'autour de la couche ouvrière la plus nombreuse, la plus exploitée et la plus productive.

TS : Certains de vos lecteurs ont pu se demander dans quelle mesure vous vous posiez vous-même comme préfiguration de ce que pourrait être une tendance de gauche dans la CFDT ?

G.O. : Notre réunion a été le résultat d'une convergence entre des militants syndicaux et des intellectuels qui ressentent l'importance et l'urgence d'un véritable débat stratégique à amorcer entre militants engagés dans les luttes.

Les organes de presse existant ne correspondant pas, selon nous, à cette attente, nous avons créé cette revue.

Il est bien sûr fondamental que ce débat se mène dans les syndicats. Malheureusement, il nous paraît qu'il ne s'y mène guère, et qu'il n'y est d'ailleurs pas impulsé par les groupes et partis politiques qui y interviennent. Le débat sur les rapports parti-syndicat est certes important, mais il a tendance à occulter le débat sur la stratégie.

C'est pourquoi nous souhaitons apporter une contribution au développement du débat sur la stratégie ouvrière. Mais il faut qu'il

n'y ait aucune ambiguïté : nous avons la ferme volonté de ne contrôler en aucune manière le déroulement du débat.

Nous notons, bien sûr, que si aucune tendance de gauche n'a pu se structurer dans la CFDT, c'est parce que les problèmes sur lesquels des essais ont été faits étaient purement ponctuels : il n'y avait pas de fonds commun stratégique, pas de politique alternative à la direction confédérale. Sans doute serait-il important que se dégage progressivement un tel fonds commun.

Mais notre propre action ne se situe pas sur ce terrain organisationnel. D'autant que nous ne privilégions pas le débat interne à la CFDT par rapport à celui de la CGT.

TS : En quoi les enjeux de la période actuelle vous paraissent-ils décisifs ?

G.O. : Dans cette période de crise, le patronat et le gouvernement ont des marges de manœuvre



de la croissance, va se trouver en porte-à-faux. Le problème est donc aujourd'hui de trouver une riposte ouvrière adéquate. Elle dépend de notre capacité à trouver dans le passé des luttes récentes des exemples positifs à mettre en avant pour ne pas rester désarmés devant la stratégie patronale. De notre capacité de trouver des mots d'ordre face à la crise de structure classique, mais de masse, et basé sur les OS. Cette fois, la grève des cadences s'est opposée directement à la production ; on a été en présence d'une force qui a créé, dans la réalité, un rapport de forces avec le patronat.

En même temps, le point focal

LA GAZETTE OUVRIERE

n° 2 mai-juin 1975 8 francs

LE CHOMAGE DE CRISE a surpris la classe ouvrière à un moment où les luttes contre les licenciements commencent à prendre une ampleur nationale. Le chômage n'est pas nouveau mais il présente des caractères spécifiques, différents du CHOMAGE DE CROISSANCE



Les dix semaines de « grève de l'enthousiasme » ont montré qu'il est possible de se battre sur les salaires et les classifications dans l'actuel contexte de crise économique, et de marquer des points. C'est le résultat d'une longue lutte, qui se déroule chez

vre réduites, dans la mesure même où ils se trouvent dans une situation d'incertitude quant à l'avenir. Ils n'ont donc plus rien à gagner, que l'aménagement de l'austérité dans un cadre contractuel. Ils seront donc conduits — en même temps qu'ils continuent le spectacle contractuel avec FO — à rechercher l'affrontement avec la classe ouvrière et ses organisations. Toute stratégie ouvrière qui reste axée sur la recherche de la négociation, la recherche d'un partage plus équitable des fruits

du conflit s'est déplacé, de Billancourt où tout se réglait toujours en définitive (même quand c'était parti à Flins ou au Mans), au Mans même où est restée la maîtrise du conflit, malgré le lock-out sur l'ensemble de la Régie.

Propos recueillis par Gilbert HERCET. ■

La Gazette ouvrière est en vente à la librairie Syros. Le n° : 8 F — Abonnement pour 6 n° = 40 F, à la Gazette ouvrière, 96, boulevard de Ménilmontant — 75020 Paris.

se vend plus. Les stocks s'accroissent. On parle alors de licenciements pour « assainir » l'entreprise. Un « curateur » est désigné par le tribunal de commerce de Marseille.

Apt est quasiment sous le régime de la mono-industrie. Aucun autre emploi n'est possible sur place. Dès l'annonce des difficultés, les syndicats réagissent. La CFDT s'organise. Le PCF sort des tracts d'information. Une manifestation le 6 juin à 17 heures, connaît un énorme succès et rassemble 1 500 personnes. Une délégation de responsables syndicaux et d'élus locaux est reçue par le sous-préfet. A la sortie ils viennent rendre compte de leur entretiens avec les travailleurs présents. C'est le député socialiste Leenhardt qui monopolise la parole, apportant le soutien de tout le PS et annonçant que les élus du PS sont à la disposition des travailleurs. Deux autres conseillers généraux du PS, Borel, et Etienne, interviennent à leur tour pour manifester leur appui.

Le délégué syndical CFDT, Mme Bossa, doit bous-

culer quelque peu les élus pour arriver à se faufiler jusqu'au micro et prendre d'autorité la parole pour expliquer que les travailleurs veulent défendre leur emploi et leur salaire. Une véritable ovation salue cette déclaration.

● Poissy ! Les milices patronales à l'œuvre.

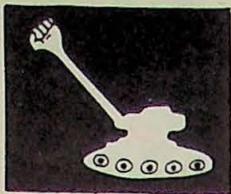
Mercredi 11 juin, la CGT de Chrysler-France avait prévu une distribution de tracts sur les libertés syndicales dans l'enceinte de l'usine de Poissy. Trente minutes avant l'heure prévue de la distribution, plusieurs groupes d'une cinquantaine de nervis CFT commencent à ratisser l'usine et les parkings des alentours. La direction prévenue alors ne fait rien.

La voiture CGT amenant les tracts est agressée, des militants CGT roués de coups, un militant CGT marocain est attaqué à la descente du car qui le conduit à l'usine. Résultat de cette opération qui s'est déroulée entièrement dans l'enceinte de l'usine : deux blessés, sortis seulement mardi 17 juin de l'hôpital.

C'est incident ne sont pas isolés à Poissy, ils viennent après des agressions de militants isolés lors de leur retour chez eux, ou de colleurs d'affiches. Les nervis CFT, protégés par la direction, la municipalité et sa police, font régner la peur dans et hors de l'usine.

Ces incidents interviennent aussi au moment où les travailleurs, à l'appel de la CGT et de la CFDT, montrent leur mécontentement (trois débrayages, ces dernières semaines, malgré la CFT).

Nous ne pouvons pas laisser les milices patronales faire la loi. C'est pourquoi une manifestation aura lieu à Poissy jeudi 26 juin à 18 h, place de l'Hôtel de Ville, à l'appel du PSU, du PC, du PS, de la CGT, de la CFDT, des JC, du CLAJ, FCPE, du SNI et du SNES, avec constitution d'un comité de coordination anti-fasciste.



DES SOLDATS DANS

l'exemple portugais

L'armée italienne, battue par les alliés puis ralliée dans la guerre contre les nazis, n'a pas été démantelée et — malgré l'entrée de quelques officiers d'origine « partisans », — les occidentaux ont en fait conservé bien des structures fascistes pour lui faire jouer après la guerre un rôle répressif anticommuniste. Aujourd'hui, c'est une armée véreuse, archaïque d'un certain point de vue et militairement médiocre. On y trouve un extraordinaire gonflement du membre des officiers et des officiers généraux dans les trois armes traditionnelles (Terre, Air, Mer) : 474 généraux dans l'armée de terre, 228 généraux dans l'armée de l'air, et 209 animaux ! En moyenne, 1 officier pour 25 soldats.

Ce caractère explique la différence qui existe entre la France et l'Italie en ce qui concerne les sous-officiers. Il y a dans la hiérarchie quelques traits qui accentuent la correspondance entre officiers et bourgeoisie, soldats et prolétariat ; mais les sous-officiers, souvent d'origine paysanne misérable, ne représentent pas réellement la petite bourgeoisie et leur rôle dans les luttes est très passif. Ce ne sont pas non plus d'anciens baroudeurs et leur qualités militaires sont faibles. Les Carabiniers forment une armée à part, professionnelle et entraînée à la répression.

Un réseau continu

Le mouvement des soldats s'est développé en Italie à partir de la fin de 1969, d'une manière très différente de ce qui s'est passé en France. Ce mouvement est inséparable d'une mobilisation croissante et constante des ouvriers et des étudiants sur la base de l'organisation d'une sorte de démocratie des conseils, très décentralisée, ce qu'on a appelé le « mai rampant » italien. C'est pourquoi, bien qu'au début le mouvement se soit développé selon des formes clandestines (des « noyaux » restreints à l'intérieur des casernes), l'expansion très rapide du mouvement depuis un an et demi se fait en liaison avec la dynamique du mouvement de masse et avec les organisations de la classe ouvrière.

Depuis 1973, les comités se sont répandus dans toutes les casernes et ils forment maintenant un réseau continu et permanent : pas de caserne sans son comité. Dans une première phase, ils s'appuyaient sur des organisa-

tions spéciales : « **Proletari in divisa** » (prolétaires en uniforme) est devenu peu à peu en fait l'organe de masse de **Lotta continua**. Le « Manifesto » avait lancé au début de 1971 les « **Collectivi militari comunisti** », groupes qui sont à l'origine de l'intervention actuelle du PDUP (fusion du PDUP et du Manifesto). Il visait à créer une liaison plus forte des comités de caserne avec les organisations de masse populaires et ouvrières. **Avanguardia operaia** commence son intervention vers 1973 et crée des « **Comitati proletari antimilitaristi** ». Mais aujourd'hui le mouvement se développe en liaison directe avec les organes de masse (conseils d'usines, comités de quartier) et c'est l'ensemble qui constitue le tissu organisationnel de soutien. Les anciennes organisations de soutien sont en voie de disparition.

On est entré depuis septembre 1974 dans une phase nouvelle. Les noyaux clandestins se sont développés dans un certain nombre de casernes avec des interventions de plus en plus ouvertes. Ils organisent maintenant des assemblées de chambrées, au cours desquelles les noyaux clandestins apparaissent et suscitent des élections de délégués. Partout, même sans qu'on soit passé à ce stade, se multiplient les « Coordinations régionales de soldats démocratiques » groupant des délégués de caserne. Comités de soldats et Coordinations régionales sont reconnus par les organisations ouvrières locales comme des représentants légitimes des intérêts des soldats, qui sont perçus comme des prolétaires sous l'uniforme dont les revendications (conditions de travail, conditions sanitaires, nourriture, oppression) sont comparables à celles des travailleurs exploités, avec en plus la dimension fasciste extrêmement présente dans le corps des officiers. Il faut se rappeler qu'en Italie, le fascisme n'est pas une façon de parler, et que la législation militaire est héritée directement de la législation fasciste.

Un bon en avant

Cette insertion de la lutte des soldats dans le contexte des luttes populaires s'est faite à la suite d'une série d'actions. C'est après la grande manifestation sur le Chili de septembre 1974, au cours de laquelle des soldats ont défilé, que le mouvement est sorti de l'ombre. Il n'y a plus désormais de manifestation dans laquelle le mouvement de soldat n'apparaît-

Le mouvement des soldats appelés et engagés, en France, ne doit pas être isolé des expériences que connaissent, en ce moment même, d'autres appareils militaires européens. La France reste attachée à l'OTAN par une quantité de liens organisationnels et la doctrine stratégique « autonome » ne peut être, en fait, définie en dehors du contexte militaire atlantique. Or partout, en Allemagne, en Italie, en Norvège, en Grande Bretagne, l'Alliance atlantique met désormais l'accent d'abord sur la menace intérieure, le risque de désagrégation du système politico-social, bien plus que le « danger d'invasion soviétique ». S'il est vrai que l'on ne peut parler d'amorcer la transition au socialisme sans que des militaires (non « l'armée ») passent dans le camp du prolétariat, il est souvent difficile pour les militants engagés dans le soutien aux revendications du contingent, d'imaginer comment leurs luttes peuvent contribuer à préparer les conditions du

se comme tel. Lors de la grande grève de l'usine Mirafiore de Turin (Fiat), il y a eu la distribution de tracts d'appui aux ouvriers en grève par des soldats en uniforme du comité local. Depuis, cet usage s'est diversifié : à Bari lors d'une grève générale, les soldats ont participé à un piquet ouvrier. Les soldats sont acceptés officiellement dans les coordinations ouvrières locales. Leurs messages de solidarité sont lus dans les assemblées ouvrières. Ce bond en avant est en relation avec le changement du caractère des comités internes aux casernes, qui sont désormais souvent réellement représentatifs de la masse des soldats.

« Lotta continua » considère que le rythme de la crise politique italienne est pressant et qu'il faut de toute urgence construire une « **organisation des soldats démocratiques** » qui représentera le « bras armé » du prolétariat face à une tentative de putsch fasciste, qui est préparé par divers groupes dans le corps des officiers. Le PDUP pense qu'on a plus de temps et que, de toutes manières, c'est la relation soldats-ouvriers qu'il faut construire, de telle sorte qu'en cas de putsch, le mouvement des soldats représente le moyen d'armer le prolétariat mais non le prolétariat en arme. Le PC pratique une politique d'ouverture à l'égard de la hiérarchie militaire et freine officiellement le mouvement des soldats qu'il considère comme poussant vers le fascisme une partie du corps des officiers.

Il faut toutefois faire la différence entre la position nationale du PC et la pratique de ses militants : une grande partie des noyaux initiaux, à l'époque la plus dure, était constituée par des militants communistes et des militants d'extrême-gauche mêlés, les communistes prenant en charge la lutte dans leur caserne avec une ardeur militante exemplaire. Sur le plan local, il arrive souvent que les responsables communistes soutiennent les luttes des casernes, quitte à être désavoués par Rome. Parfois, ils en-

trent en rapport avec la hiérarchie militaire sur le plan municipal, pour faire aboutir certaines revendications des soldats

Le dispositif de guerre froide

Le PDUP s'est déclaré en faveur de la « levée régionale », c'est à dire de la régionalisation de l'incorporation des conscrits. Le but : éviter que les unités composées de gens du midi soient utilisées en répression dans le nord et réciproquement ; en outre, casser les grandes concentrations de Vénétie dirigées contre la Yougoslavie (le rideau de fer passait par là naguère...) et qui sont aujourd'hui des réserves que la bourgeoisie peut lancer contre les grandes concentrations ouvrières du nord.

Cette expérience sur une grande échelle de l'organisation démocratique des soldats en liaison avec les organisations ouvrières doit être connue. C'est un exemple pour la France. Là-bas comme ici, il n'y aura pas de victoire de la révolution socialiste sans que soit gagnée la masse des soldats et petits gradés, et sans que soit au moins neutralisée la hiérarchie réactionnaire. ■



L'UNITE POPULAIRE



passage au socialisme. La commission armée a envoyé au printemps une délégation en Italie pour prendre contact avec les secteurs armés du PDUP-Manifesto, de Avanguardia Operaia et de Lotta Continua. Tout récemment, des contacts noués avec des délégations du MFA ou des miliciens portugais sous les drapeaux nous ont permis de préciser l'évolution dans les forces armées portugaises. Dans ces deux pays, la lutte des soldats (et le contact entre les soldats et le mouvement de masse ouvrier et populaire) est plus avancée qu'en France. Les problèmes qui s'y posent peuvent nous éclairer dans nos luttes, au moment où nous nous trouvons, et nous aider à formuler plus clairement des perspectives tactiques et stratégiques. C'est pourquoi nous présentons ici deux compte-rendus de nos entretiens sur l'armée italienne et l'armée portugaise.

Georges YVERRES ■

Les deux dernières Assemblées du Mouvement des Forces Armées du 19 mai et du 26 mai constituent un saut qualitatif en ce qui concerne la liaison entre le Peuple et le MFA, par delà les partis politiques. D'une part, il existe désormais une résolution, acceptée d'ailleurs par tous les chefs militaires du COPCON (unités combattantes opérationnelles stationnées au Portugal) qui va très loin dans l'adhésion à une révolution socialiste. Cette résolution « dénonce » les pressions nationales et internationales des forces capitalistes contre-révolutionnaires ; elle proclame la « nécessité urgente de donner une définition claire des étapes vers le socialisme » et énonce le principe suivant, tout à fait extraordinaire pour une assemblée militaire : « L'alliance entre le Peuple et le MFA doit être guidée par la créativité des masses populaires dans lesquelles le MFA se dissoudra ». En août 1974, le MFA se donnait pour but « que le MFA devienne toute l'armée ». Aujourd'hui, que le MFA se confonde avec le peuple.

Cette motion est considérée comme donnant la seule orientation susceptible de s'opposer à la domination d'une version PC, autoritaire du socialisme, sans que ce soit sur

une base de droite, mais au contraire en écartant l'alternative social-démocrate.

les nouvelles assemblées militaires

Avant le 11 mars, il existait deux systèmes de conseils élus : pour les officiers de carrière, un système d'élection de délégués qui culminait aux Conseils d'Armes (Air, Terrè, Mer). Ceux-ci, groupés formaient l'Assemblée générale du MFA. Pour les soldats, sous-officiers et officiers miliciens, la possibilité de faire partie des « conseils de bien-être », uniquement à l'échelon des unités et de la région militaire. Ces élections avaient donné la majorité aux officiers modérés dans l'Assemblée du MFA, et cantonnaient l'action révolutionnaire des miliciens dans leurs casernes respectives. Les Assemblées du MFA du mois de mai ont tenu compte de la pression des soldats et des sergents. Depuis le 11 mars, un certain nombre de sous-officiers et de soldats siégeaient à l'Assemblée, mais ils avaient été élus sur une base improvisée et pas dans toutes les casernes. Désormais, des élections de délégués soldats, sous-officiers et officiers, sans distinction entre appelés et « carrières », doivent avoir lieu dans toutes les unités et ces élections conduisent à la création d'une pyramide unique de conseils élus (unité, région, branche, arme) qui culmine à l'Assemblée générale du MFA. L'assemblée qui a pris cette décision en mai est donc provisoire et va être remplacée en juin par une nouvelle assemblée régulièrement élue où les soldats et sergents seront beaucoup plus nombreux.

Il existait trois propositions, à l'Assemblée du MFA, sur l'articulation du Mouvement de masse :

1. **Les Comités de défense de la Révolution.** Formés dans les usines, les entreprises, les quartiers, ils resteraient subordonnés aux organes locaux de l'appareil d'Etat régulier, en particulier les municipalités, souvent entre les mains du PC ou du MDP. La gauche du MFA considère qu'ils risqueraient de devenir assez facilement des institutions-

l'exemple italien

refuge pour la bourgeoisie, le lieu d'une alliance de classe ou la bourgeoisie ne cesserait pas d'être hégémonique.

2. **Les Conseils révolutionnaires de travailleurs,** formule proposée à l'Assemblée du MFA par un délégué de la gauche, tendant à l'institutionnalisation immédiate d'organes de base de double pouvoir autonomes. Cette proposition a été écartée assez aisément par les arguments de l'aile influencée par la ligne du PC. La majorité a considéré qu'il s'agissait d'un schéma stratégique plutôt que d'une forme d'organisation concrètement réalisable à l'heure actuelle.

3. **La troisième formule,** qui peut être considérée comme majoritaire dans le MFA, consiste à affirmer la nécessité d'une liaison organique immédiate entre le mouvement populaire de masse tel qu'il se développe et les noyaux du MFA dans les unités militaires. C'est dans cette direction qu'une série de résolutions ont été prises, au niveau des unités et au niveau des régions militaires. Elles tendent à transformer les casernes en centres politiques visant la « destruction des restes de l'Etat fasciste ».

la « dynamisation » dans les casernes

Dans les casernes, il existera un « groupe dynamisateur » composé des délégués de l'unité à l'AG du MFA, de l'officier délégué du MFA dans l'unité, d'un militaire choisi par le bureau de dynamisation de l'arme et des représentants élus par les trois classes (officiers, sous-officiers, soldats), les gradés ne pouvant excéder en aucun cas le nombre des soldats. La mission du groupe dynamisateur n'est plus seulement la « dynamisation interne » de l'unité, mais il a la responsabilité de mener une action autonome dans une « zone de dynamisation culturelle » qui est attribuée à l'unité. Le groupe dynamisateur doit former des groupes de travail commun avec les commissions de travailleurs, les comités de locataires, les comités paysans d'amélioration rurale et tous les groupements populaires de masse de la zone : s'il n'en existe pas, il doit en susciter l'apparition. Le but de l'opération est d'aboutir à un ensemble comité de caserne/comités populaires qui prennent réellement en charge l'ensemble des problèmes locaux et qui hégémonisent de fait les municipalités en les transformant en organes techniques des nouvelles formes de pouvoir populaire/militaire. Dès maintenant, par exemple, des maçons faisant leur service militaire,

travaillent avec les habitants de bidonvilles à la construction de logements. Dans le Nord-Ouest, même pratique « professionnelle » pour les soldats infirmiers.

De même, dans les casernes, la discipline, l'entraînement des conditions de vie ont récemment connu — et connaissent — des changements importants. L'organisation démocratique mise en place, les activités partagées permettent à l'ensemble des militaires de beaucoup mieux se connaître, et aboutissent à une prise en charge collective, s'opposant aux deux attitudes voulues par la droite et des militaires « dépossédés » : désorganisation complète et situation de bordel ou bien stricte application du règlement.

Les soldes, très faibles, ont été fortement augmentées pour les soldats : l'écart devrait donc tendre à se combler à terme ! Quant à l'entraînement et à l'organisation du temps dans les casernes, ils connaissent eux aussi des modifications : certaines heures sont consacrées au débat politique ; l'entraînement physique et militaire continue, d'autant plus que le risque de réaction fasciste (pouvant aller jusqu'à la guérilla urbaine) n'est pas définitivement écarté. C'est de la force du mouvement ouvrier que dépendra l'issue de cette alternative.

A l'échelon de la région militaire, une opération du même ordre est en route. Tous les chefs de régions militaires sont, depuis le 11 mars, des membres du Conseil de la révolution. On peut parler d'une « régionalisation » du pouvoir du Conseil. L'intention du MFA est de coordonner à l'échelon régional les forces militaires et populaires impulsées à partir des casernes, et de mettre en place le système de consultation populaire et de coordination des exigences des masses qui permettra au gouvernement de lancer la bataille de la production sur la base même du mouvement de masse en plein essor et non pas comme au Chili, en le freinant et en le soumettant de fait aux exigences de l'alliance avec la bourgeoisie. C'est du moins l'orientation que la gauche du MFA veut donner à ces organes.

Certes, selon l'évolution du rapport des forces, cette nouvelle organisation du pouvoir populaire peut évoluer vers une dualité de pouvoir de plus en plus puissante ou régresser vers un militarisme paternaliste et une nouvelle institutionnalité bourgeoise. Les animateurs de la gauche du MFA en sont en tout cas parfaitement conscients. ■



école :



les abus d'Haby

Haby expose ses motifs devant une Assemblée sage comme une image. Après les lenteurs d'une « concertation » en trompe-l'œil, il précipite un débat parlementaire afin de rédiger commodément, et en dehors de toute pression, les décrets décisifs...

« Avant la période de scolarité obligatoire, l'enfant peut, à la demande de la famille, bénéficier à l'école maternelle d'une première éducation ». Haby réintroduit par la bande son désir de faire débiter la scolarité des plus doués à 5 ans, sans pour autant en supporter les conséquences financières (1).

comment justifier l'existence de corps d'enseignants différents ? En fait, par l'organisation-même de 6ème et 5ème, Haby conserve les filières qui lui permettront d'orienter les élèves dès la classe de 4ème en fonction des besoins définis par le VIIe Plan.

porte ouverte...

La même opération se reproduit à tous les niveaux de la scolarité. Derrière les belles phrases humanistes, c'est bien l'adaptation du système de formation aux nécessités de l'économie capitaliste qui est poursuivie. Certes les dispositions de la loi ne modifient pas de fond en comble un système scolaire dont la finalité essentielle est de sélectionner. Mais elles confirment et accentuent son caractère ségrégatif tout en ouvrant la voie à tous les abus de décrets et circulaires.

La réalité sur laquelle débouche l'école, c'est l'accroissement du chômage. Aux 600 000 jeunes actuellement sans emploi, vont s'ajouter près de la moitié des 600 000 autres qui vont quitter l'école (avec ou sans diplôme professionnel. Il n'est plus possible de cacher la situation des moins de 25 ans, d'où les opérations publicitaires du style « 50 000 » jeunes et les

contrats-formation. Il faut savoir que des centaines de milliers de jeunes sont sans ressource et sans garantie sociale dès la fin juin.

Il est donc urgent d'une part de dénoncer ce scandale et d'alerter les différentes couches de la population, d'autre part d'informer et d'organiser ces jeunes (notamment par leur inscription à l'ANPE). Les unions locales CGT et CFDT, les comités de chômeurs, les sections syndicales des établissements scolaires doivent informer, sensibiliser, défendre et organiser ces jeunes et surtout ne pas les laisser isolés.

La prochaine rentrée menace directement de nombreux auxiliaires : sur les 50 000 enseignants de second degré non-titulaires, plus de la moitié risque de se retrouver sans emploi. Et pourtant les effectifs des classes restent surchargés, les heures supplémentaires abondent.

... sur le chômage

Face à ces menaces, quelques luttes s'engagent, notamment chez les instituteurs (2) ; grève à l'École Normale d'Agen, action des titulaires remplaçants du Rhône, manifestation en Dordogne. Le 28 mai 1975, des délégations des différents secteurs du SNI ont occupé les locaux de l'Inspection académique de Périgueux. « La raison de cette occupation est la mise en chômage sans indemnité de nos jeunes collègues suppléants éventuels, recrutés pour remplacer les malades. Ils ont suivi des stages de formation et ont le certificat d'aptitude pédagogique. Ils ne sont pas licenciés donc ne peuvent pas s'inscrire au chômage... Ils ne

peuvent prendre de travail ailleurs en attendant sous peine de se faire radier » déclaraient les occupants. En même temps, le SNI recueille des milliers de signatures, lors des diverses manifestations, afin de faire prendre conscience de la solidarité entre les diverses luttes pour l'emploi et d'obliger les « responsables » à résoudre cette situation.

L'essentiel est de lutter pour le droit à l'emploi et la formation pour tous dans trois directions dans l'immédiat :

- garantie d'un premier emploi pour tout jeune sortant du système scolaire,
- titularisation immédiate de tous les hors-statut,
- contrôle de la formation permanente par les organisations syndicales et les travailleurs en formation.

La lutte effective contre l'école ségrégative, contre le projet du pouvoir, passe par une action concertée des organisations politiques et syndicales. Continuons à démystifier la propagande gouvernementale mais surtout développons, dans l'unité, des luttes concrètes autour d'objectifs significatifs : gratuité totale des services éducatifs, développement des écoles maternelles, abaissement des effectifs.

J.C.

(1) Une étude du GEDREM du 27 mai 1975 est explicite à ce sujet. Pour se la procurer, écrire 94, rue Notre Dame des Champs.

(2) Voir TS n° 660. Pour prendre contact, écrire au Comité des titulaires remplaçants - 3, rue Diderot - 69001 LYON.

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître :

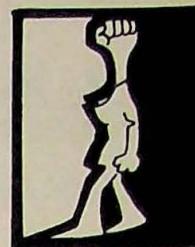
- N° 86 / 87 / 88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00
- N° 89 / 90 / 91 Militer contre le militarisme F. 6.00
- N° 92 / 93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00

Numéros disponibles :	consommation	4.00
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil	4.00
N° 26 Rosa Luxembourg	N° 78.79 Sur la Question agraire	3.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte	6.00
N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 51 Le recrutement	Abonnement : 20 N°	F 30.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école	A adresser à :	
N° 56.57 Sionisme et libération	Editions Syros	
N° 67.68.69 Capitalisme et	9, Rue Borromée, 75015 Paris	
	C.C.P. 19 706 28 Paris	

institut ouvrier
Propositions du PSU 2.50 F
aux éditions Syros 9 ru Borromée 75015
CCP Paris 19 706 28

vers des états généraux de la prostitution ?

femmes



La lutte des femmes prostituées n'aurait-elle été qu'une flambée éphémère ? Un mouvement qui a clamé à la face de la société tout entière qu'elle ronronne dans l'hypocrisie, en équilibre sur les sex-shops, la prostitution-mal nécessaire et la sexualité des familles ? Le travail a repris en effet. Cependant, il s'est constitué une sorte d'état-major par délégation, lié donc aux femmes qui ont participé au mouvement, et qui continue à porter les revendications et surtout à réclamer le dialogue, acquis principal de la lutte.

Le projet qui semble se dégager des discussions actuelles est une espèce d'institutionnalisation du mouvement — allons-nous vers un syndicat de femmes prostituées comme aux USA ? — afin d'obtenir un véritable statut de la prostitution, d'où avantages sociaux, etc.

Nous avons soutenu le mouvement des femmes prostituées contre la répression, contre le mépris hypocrite. Nous avons élargi le problème à sa véritable dimension : le statut social de dépendance économique de toutes les femmes, et la misère de la sexualité-marchandise dans

laquelle le corps des femmes prend sa place.

Dans ce cadre, à aucun moment ne se justifie la défense de la prostitution, sa reconnaissance comme un travail équivalent à un autre travail.

Mais le dialogue est un acquis pour nous aussi. Le projet d'états-généraux de la prostitution qui porterait le débat à un niveau national doit être l'occasion de toutes les contributions. Il est la prolongation de ce qu'il y a de plus dynamique dans ce mouvement des femmes prostituées : le fait qu'elles ont imposé une parole, elles qui n'étaient que des corps...

L'isolement et le silence ne doivent pas revenir en force. La discussion collective doit continuer. C.W. ■

Pour quelques semaines est projeté à l'Entrepôt rue Francis de Pressensé 75014 Paris, un film vidéo, réalisé par le groupe vidéo-out à Lyon, à la Chapelle St Nizier : un autre regard sur les femmes prostituées, un regard à l'envers, se retournant sur les voyeurs...



« Pas d'Hiroshima dans notre jardin »

La lutte antinucléaire à Belfort

Les comités antinucléaires du territoire de Belfort refusent l'installation de fusées Pluton à Bourgre. Il y a moins d'un an en effet, la population du territoire apprenait par voix de presse la décision de l'armée d'installer une unité de chars équipés de ces fusées à charge nucléaire, au camp de Fougères à Bourgre, à mi-chemin de Belfort et Montbéliard. Depuis, les militaires se sont mis au travail et ont acheté de nouveaux terrains pour agrandir le camp ; des bois ont été rasés ; des bâtiments se construisent.

D'abord effarés de cette décision prise sans aucune consultation des communes intéressées, en violation du schéma d'aménagement adopté, les habitants n'ont pas tardé à comprendre et à réagir. Des centaines de travailleurs ont constitué vingt quatre comités antinucléaires dans toutes les communes avoisinantes. Une grande campagne d'information a eu lieu, soulignant les risques d'accidents entraînant la dispersion de Plutonium 239, nocif à des doses infinitésimales. En cas de guerre, la région deviendrait une cible prioritaire pour des

armées ennemies. Le développement de centrales nucléaires, prévu par le gouvernement, découle dans une large mesure des options militaires pour l'armement nucléaire. Les articles nucléaires fournissent et fourniront les matériaux nécessaires aux bombes.

Il y a donc maintenant dans la région un mouvement d'opposition à l'installation des fusées Pluton à Bourgre, comme ailleurs. Le dimanche 22 juin, il va se manifester à Bourgre où convergeront dès 10 heures les travailleurs des communes et départements voisins. Les manifestants, à l'appel des comités anti-nucléaires se regrouperont à 13 heures pour une marche, avec quatre mots d'ordre : « Non aux Pluton, à Bourgre ou ailleurs » ; « Non à la force de frappe française » ; « Non à tout armement nucléaire » ; « Pour un désarmement général ».

M.F. ■

Tous à Barbey ce week-end

Courceroy est une petite localité située aux limites des départements de l'Aube et de la Seine et Marne. EDF devait y faire un sondage en vue du choix d'un site pour une centrale nucléaire.

Dès 7 h 30, ce lundi matin, de nombreux membres du comité antinucléaire de Courceroy et des villages environnants s'étaient donné rendez-vous au nouveau pont de Courceroy et très vite, toutes les routes d'accès à la future implantation furent bloquées. Tracteurs, remorques, voitures interdisaient la circulation dans l'enceinte délimitée par le comité antinucléaire composé de mem-

bres venant de toute la région : de Meun, Bray, Montereau, de Troyes, de Nogent-sur-Seine, Romilly-sur-Seine, Pont-sur-Seine, de l'Yonne, etc. les militants antinucléaires affluaient pour renforcer les barrages établis par les cultivateurs.

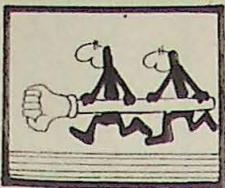
A 9 h, deux ingénieurs de l'EDF, venus reconnaître les lieux, ont été contraints de faire demi-tour. Mr Gaudfroy, collaborateur du directeur de l'équipement EDF de Paris et chargé des sondages à Courceroy, arrive vers 17 h 30 de Paris ; il se heurte également au refus des manifestants. Malgré la

fraîcheur de la nuit et la pluie qui n'a cessé de tomber toute la journée de mardi, l'occupation a continué et la détermination des agriculteurs n'est pas entamée. « On tiendra un mois, s'il le faut », disent-ils. Cependant, il est nécessaire d'organiser un roulement et nous faisons appel à tous les militants antinucléaires pour se relayer sur le terrain. Les flots ne sont pas loin et une décision du préfet doit intervenir dans les quarante-huit heures.

Les militants du PSU sont présents dans la lutte comme animateurs ou participants aux comités antinucléaires de

Montereau, Provins et Romilly, principalement. Mercredi 18 juin au soir, s'est tenue à Provins une réunion publique sur l'énergie nucléaire organisée par la section PSU locale.

Samedi et dimanche 21 et 22 juin, un rassemblement antinucléaire a lieu, à Barbey cette fois (entre Montereau et Bray sur Seine), site également retenu par l'EDF pour l'implantation d'une deuxième centrale. Il y aura un concours de pêche, de la bouffe, du théâtre... Tous à Barbey ce week-end !



Depuis le 27 mai, une nouvelle phase pourrait s'être ouverte dans la longue guerre de reconquête que livrent à Paris les promoteurs privés à la population traditionnellement établie dans les quartiers anciens. Une phase qui pourrait être enfin celle de l'espoir pour tous ces habitants dont un si grand nombre a déjà dû prendre le chemin de l'exode vers de toujours plus lointaines banlieues...

rue Tournefort (Paris V) :

le lip des locataires ?

◆ Ce jour-là, en effet, après deux ans de lutte et quatre mois d'après négociations, les habitants de l'ancienne Caserne des Gardes Françaises, aux n°s 7, 9 et 11 de la rue Tournefort et au 36 de la rue Mouffetard (dans le Ve arrt.) ont contraint la Société Immobilière du Panthéon, liée au puissant groupe financier de la Compagnie Européenne de Banque (C.E.B.), à signer des accords qui, à une échelle encore modeste, permettent bien de parler cependant d'une affaire LIP du logement.

Pour la première fois, une société promotrice privée a dû s'engager, dans une déclaration publique, à réaliser une « opération-tiroir » permettant de maintenir sur place ceux des habitants qui le désirent. La SIPAN devra procéder à la « réhabilitation sociale » des n°s 7 et 9 de la rue Tournefort, réservés aux habitants ayant choisi de demeurer sur place. Dans cette partie de l'immeuble, les locataires relogés ou restant dans leurs logements actuels n'auront plus jamais à redouter de nouvel exil : la SIPAN a dû leur

consentir des baux à vie, et le premier des quelque vingt baux de ce type (qui avait depuis bien longtemps disparu de la pratique notariale) sera attribué à une habitante âgée seulement de 44 ans.

En ce siècle d'inflation, de mobilité généralisée, de changement trépidant qui ne profitent qu'aux possédants, c'est un havre de stabilité et de paix légitimement désirées qu'ont conquis ces travailleurs et ces retraités de condition modeste. La SIPAN assurera la réfection des bâtiments, et installera le confort moderne chez les habitants concernés, selon les seuls désirs qu'ils auront exprimés, et sans que les loyers subissent une augmentation incompatible avec leurs ressources : en moyenne, la majoration de ces loyers, qui étaient déjà fort bas, est inférieure à 50 %, et — pour les plus nécessiteux — les loyers actuels demeureront inchangés. Ce sont les habitants qui ont choisi eux-mêmes leur établissement futur et leur voisinage. De plus, avec l'assistance d'architectes militants, ils disposeront d'un droit de regard sur l'exécution des travaux.



Quant à la quinzaine de locataires ayant choisi de quitter l'immeuble, ils recevront chacun une indemnité de départ de 200 000 A.F. par mètre carré de surface libérée : jusqu'à présent, seul le dernier locataire à partir, au terme d'un véritable Fort Chabrol qui a duré plusieurs années, pouvait escompter un pareil dédommagement. Le coût total de cette indemnisation pour la SIPAN avoisine la centaine de millions d'A.F. Pour la première fois, une société promotrice — pour échapper à la faillite — doit donc payer le coût social de ses entreprises spéculatives.

Une guerre de position

Le succès remporté par les habitants de l'ancienne Caserne des Gardes Françaises est d'une portée assez ample pour apparaître comme l'expression d'une possible contre-offensive populaire sur un front où les luttes urbaines étaient jusque là essentiellement défensives.

Après la débandade généralisée par laquelle les locataires avaient

réagi à la poussée spéculative des années 1962-64, le regain d'ensemble de la combattivité populaire ayant suivi mai 68 avait certes permis qu'apparaisse et se développe un mouvement de résistance aux expulsions. Mais si pour les promoteurs, la promenade militaire du début avait fait place à une guerre de position, elle n'en continuait pas moins à se terminer pour les locataires par une défaite : leur résistance toujours plus longue et l'obtention d'indemnités toujours plus élevées ne pouvaient — au mieux — passer que pour une capitulation honorable.

Il aura fallu près de sept ans à l'ACDL (l'Association des Comités de Défense des Locataires) de Paris, née après mai 68 dans le Vème arrt., pour parvenir à une première concrétisation de son principal objectif initial : la conquête du droit pour chacun de pouvoir vivre dans le quartier auquel il s'est attaché.

des manœuvres de division

Mais l'affirmation de ce droit social qualitatif passe nécessairement par une lutte de nature économique pour imposer des loyers en rapport avec les ressources de chacun, pour que le capitalisme ne reprenne pas au travailleur, sur les lieux de la reproduction de la force de travail, ce qu'il a dû lui concéder dans l'entreprise. C'est à cette nécessité de mener sur ce terrain une action de type syndical que renvoient les deux grands mots d'ordre de l'A.C.D.L. : « Vous vous battez pour vos salaires, battez-vous pour vos loyers ! ». « Vous vous battez pour votre emploi, battez-vous aussi pour votre logement ! ».

Ce qui a fait la décision dans la lutte de la rue Tournefort et qui, ne relève ni du hasard ni de la conjoncture politique : c'est le rapport de forces créé localement à l'échelle du Vème arrt. par sept années d'action contre la spéculation. La principale expression concrète de ce rapport de forces sur le terrain a été représentée par la possibilité, apparue dès le début, de réaliser l'unité dans l'immeuble. Un comité d'immeuble s'est constitué aussitôt après l'achat de l'immeuble par la SIPAN en mai 1973. L'unité a certes toujours été à consolider et à maintenir, mais elle a résisté globalement à l'épreuve des innombrables tentatives de division menées par l'adversaire.

Toutefois, des rapports efficaces entre le comité d'immeuble et l'ACDL, comme pôle d'animation et de direction de la lutte, n'ont pu être établis qu'avec le rejet des illusions spontanéistes en matière d'organisation des luttes pour le logement, qu'avaient pu développer les luttes précédemment menées par l'ACDL sur les foyers-hôtels de travailleurs migrants. Avec la population caractéristique des immeubles soumis à la loi de 1948, qui ne forme pas un milieu aussi socialement et idéologiquement homogène



PARISIENS ?

que les immigrés, les dangers étaient apparus clairement de laisser les habitants, malgré leur combativité, mener la lutte sans une intervention active de l'association qui a dû assumer une fonction de direction, mais sans chercher à s'imposer en tant que telle : elle a laissé les habitants prendre conscience de l'utilité de lui reconnaître un tel rôle.

Outre les initiatives mobilisant l'ensemble des locataires sur un objectif précis, le contact étroit avec ceux-ci a été maintenu constamment d'une part au moyen du classique porte-à-porte, d'autre part d'une permanence d'immeuble hebdomadaire, de bulletins d'information, et d'assemblées générales périodiques où les décisions essentielles ont été prises. Durant une première phase, l'autonomie revendiquée par certains locataires pour le comité d'immeuble a en réalité abouti à faciliter objectivement les manœuvres de division du promoteur.

S'il faut réaliser prioritairement l'unité dans l'immeuble, il faut aussi qu'elle se construise à l'échelle du quartier. La constitution, à l'automne 1974, d'un Comité de Soutien aux locataires de la rue Tournefort, comprenant l'ensemble des organisations démocratiques du Vème arr. (PCF, PS, PSU, CFTD, CGT, ASTI, CNL, etc...) a été permise par la pratique déjà nettement antérieure que l'ACDL avait eue de l'unité populaire. La lutte s'était engagée rue Tournefort au moment précisément où l'ACDL ayant fait la preuve de sa capacité d'initiative tout au long des années précédentes, a été reconnue comme organisation représentative par les partis et syndicats de la gauche traditionnelle, après avoir réussi à échapper aux dissensions de l'extrême-gauche. Le 26 juin 1973 une manifestation contre la spéculation immobilière avait eu lieu dans le Vème arr. à l'initiative de l'ACDL et avait rassemblé un millier de personnes.

La tradition de lutte existant sur le quartier a permis de dégager cet autre élément important du rapport de forces qu'est l'exploitation systématique des contradictions au sein de l'appareil d'Etat — ici de l'administration préfectorale et de la police. Là encore, on ne peut parler de hasard : depuis 1973, la politique officielle de ces services sur le Vème était apparue assez souvent moins favorable aux promoteurs ; le caractère proprement gangstériste des méthodes des promoteurs, depuis longtemps dénoncées sur le Vème, a achevé de convaincre certains fonctionnaires responsables — y compris dans la police — d'intervenir plus fréquemment en faveur des locataires.

Videurs et casseurs

Bien qu'il se soit agi de locataires se trouvant sous le régime de la loi de 1948, l'action

menée par l'ACDL est en définitive l'une de celles où les recours juridiques auront été les plus limités : une seule procédure en tout et pour tout depuis le début de l'affaire, qui ne concernait d'ailleurs qu'un seul locataire. La lutte, rue Tournefort, a été fondée avant tout sur la mobilisation maximale des habitants et une présence constante de l'association à leurs côtés, dans l'immeuble.

La tactique du promoteur, compte tenu des conditions particulières de l'immeuble et du quartier, ne pouvait faire appel aux habituelles pressions allant jusqu'à l'intimidation physique : d'où l'utilisation des services d'un « videur » expérimenté qui a cherché, par ses bonnes manières, à désarmer la vigilance des locataires. Cette tactique a réussi partiellement dans un premier temps, mais le promoteur s'est livré à un ensemble de manœuvres frauduleuses dont l'ACDL a apporté une éclatante démonstration publique, et dont l'administration a dû admettre l'existence : relogements proposés dans des immeubles à démolir, lettres de remerciements de locataires au promoteur écrites sous sa dictée ou de sa propre main, prétention exposée devant l'administration à avoir assuré le relogement de locataires en fait décédés !

L'expérience indiquait que la SIPAN en viendrait alors à tenter une solution de force : mais ici l'ACDL a fait jouer toutes ses alliances, et la mobilisation sur le terrain a permis d'empêcher physiquement les casseurs envoyés par la SIPAN d'accomplir leur besogne. Et l'ACDL a su jouer sur l'intuition que ces deux tactiques successives de la société correspondaient en fait à un conflit d'intérêts en son sein, qu'expliquait sa structure financière. La seconde voie ayant échoué très rapidement, la SIPAN s'est trouvée dans une impasse complète, et certains de ses associés — redoutant personnellement la faillite — l'ont acculée à négocier.

En fin de compte, l'action de l'ACDL dans l'affaire aura été beaucoup moins défensive, que dissuasive et préventive : les initiatives de la société ont été souvent devancées. Une fois leur unité consolidée, les habitants ont pu obtenir des résultats maximum par rapport à des dégâts minimum. De ce fait, l'affaire n'est pas apparue comme un scandale immobilier particulièrement retentissant. Toute la lutte aura en fin de compte consisté à bloquer complètement la SIPAN dans son opération pour la contraindre à négocier.

Ce résultat ayant été très largement atteint, c'est maintenant la bataille pour l'application intégrale des accords du 27 mai qui s'ouvre. Dernier parallèle avec l'affaire Lip : comme après Arc-et-Senans, ce n'est que dans un an que l'on pourra tirer un bilan définitif de l'affaire...

Philippe BUFFON ■

500 logements sociaux quai Branly : c'est possible !

Par de multiples constructions de locaux et de logements de haut standing, par de fructueuses opérations de rénovation, la bourgeoisie chasse les classes populaires du centre de Paris et les rejette à la périphérie. Dans certains quartiers, cette politique est déjà bien avancée, et les classes dominantes occupent l'espace.

Le 7ème arrondissement en est un exemple frappant ; il a perdu, en 20 ans, 10 000 habitants des classes populaires et n'a connu aucune construction sociale. Pourtant 90 000 personnes (dont 65 % de femmes) viennent y travailler chaque jour, dans l'administration (60 000 fonctionnaires), les grands magasins, les sièges sociaux. Ils sont ainsi soumis à de longues et coûteuses migrations journalières.

Cette situation n'est pas une fatalité. Une occasion se présente ; d'une part de démonter les ressorts d'un urbanisme ségrégatif, et d'autre part, d'engager une lutte dynamique dans le sens du contrôle populaire sur la ville. Il s'agit du quai Branly.

Les services de l'INSEE, installés là dans des locaux provisoires depuis 1948... s'expatrient en banlieue. Un quadrilatère de 2,5 ha environ appartenant à l'administration serait donc libéré. Mais le ministère des Finances, qui veut évacuer le Louvre, désire s'y installer. Très rapidement, il y a de cela deux ans environ, la 8ème section du PSU a encouragé et soutenu une tentative de consultation aussi vaste que possible, qui permettrait à l'ensemble du quartier, résidents et travailleurs de se prononcer.

La diffusion d'un questionnaire, largement distribué par le collectif Action Logement, dans la population du quartier, devait aboutir à l'expression d'un refus de voir de nouveaux bureaux s'installer quai Branly.

Si l'opposition aux bureaux est large, les contre-propositions ont révélé certains clivages. Nous avons dit aux maniaques du « centre culturel » : assez d'opérations de prestige, de musées déserts, de mausolées de la culture !

D'autres ont fait référence aux espaces verts, cautionnant plus ou moins explicitement, par là même, la sauvegarde des fonctions « nobles » du quartier. Or le VIIème possède des espaces libres en abondance (Champs de Mars, Invalides...) et reste un des deux arrondissements les plus verts de Paris.

La lutte peut déclencher une mobilisation importante de la population concernée, spoliée, car il est vrai que ce projet « 500 logements sociaux » quai Branly, répond aux besoins du quartier, tend à rompre la logique ségrégative et entend laisser les travailleurs décider d'une partie, en tout cas, de leur cadre de vie.

A l'heure actuelle, une certaine unanimité, semble s'établir autour de ce projet, à l'intérieur du « Comité Branly » constitué récemment. Nous devons rester vigilants face à une droite roublarde et organisée, disposant des médias, et engager une mobilisation authentique, même si elle est rendue difficile par le fait que la prise de conscience des problèmes du cadre de vie est encore balbutiante.

Correspondant □

vient de paraître critique socialiste n°22

- M. MOUSEL : la leçon portugaise
 - P. NAVILLE : les contradictions PC-PS
 - Y. CRAIPEAU : le CERES et la transition
 - P. FAY : à propos du problème national
 - V. GARRIGUES : le club de Rome dans la lutte des classes
 - J.-F. ROUGE : la politique sportive de la Vème République
- en vente 10 F aux Editions Syros
9 rue Borromée 75015 - Paris
Abonnement : 50 F pour 6 numéros.



José Alfonso, le chanteur-symbole de la révolution portugaise

Très populaire au Portugal, où son nom est attaché au déclenchement du processus de la révolution portugaise, le chanteur José Alfonso a participé activement à la fête du PSU, à la Courneuve. Il prépare actuellement « Poder Popular », un disque produit par la LUAR avec les commissions de travailleurs et d'habitants. Pour TS, il a parlé du rôle de la chanson populaire dans le Portugal actuel.



TS : Le 25 avril a commencé par la diffusion à Radio-Clube de ta chanson : « Grandola Vila Morena ». Les militaires l'avaient choisie comme signal pour leurs opérations. Quel rôle as-tu pu jouer comme chanteur anti-fasciste avant le 25 avril ?

J.A. : Je dois parler de mon action, mais aussi de celle de mes camarades comme Adriano, Francisco, Fankais, Branco, Luis Cilia, qui ont fait un travail parallèle en France. Je suis né trois années après le début du fascisme. Nous cherchions à provoquer une agitation, presque au niveau psychologique ; à créer des rassemblements qui, par ailleurs, étaient interdits. Nous cherchions à supprimer la peur, qui était un état presque viscéral. Nous avons lutté contre la chanson commerciale, qui visait à abrutir les

gens, dans la mesure où le fascisme utilisait tous les moyens pour nous réprimer : on a accepté notre rôle, on a forgé un mythe autour de notre action. La chanson « Grandola Vila Morena » est née dans ce contexte. Le thème de cette chanson était : « C'est le peuple qui ordonne ». C'était un espoir que nous décrivions. L'important était de pousser les gens à se tenir par les mains et à chanter ensemble, devant les autorités de police, et de montrer leur force.

TS : Tu travailles avec la LUAR ; te considères-tu comme un militant politique ?

J.A. : Je me considère comme un petit-bourgeois qui appuie la lutte des ouvriers, des opprimés. J'appuie certains aspects du travail de la LUAR, son travail concret pour aider le peuple : fonder des hôpitaux, des coopératives, chasser les caciques

ques, etc... Certains groupes au Portugal se proclament « avant-garde du peuple », en se donnant a priori l'image de ce qu'ils ne sont pas dans la pratique. La LUAR ne dit pas ce qu'elle est, elle montre ce qu'elle fait.

TS : Est-ce que la chanson a joué un rôle dans la mobilisation populaire après le 25 avril ?

J.A. : Au Portugal, la chanson surgie d'une situation concrète peut avoir un rôle extrêmement important. A condition de ne pas être récupérée comme spectacle. Par exemple, nous avons passé une semaine au Nordeste. Nous sommes allés dans un village. Nous avons parlé de problèmes concrets : l'hygiène, le travail, la lutte contre un cacique local, etc... Fankais a chanté une chanson sur le meeting PPD de Setubal. A ce moment-là, un cortège du PPD passait dans le village et les femmes ont immédiatement décidé de le disperser avec des gourdins, des fouets, etc...

De la même façon, nous avons rencontré des mineurs cap-verdiens, qui vivaient dans une situation incroyable. Avec Fankais, nous avons discuté avec eux de leurs conditions de vie. Ils ne nous demandèrent pas de chanter. Le patron ne donnait pas de machines. De plus, c'était un ex-agent de la PIDE. Le lendemain, nous sommes revenus avec des camarades du MFA et nous avons chanté des chansons sur leur situation. Tout le monde s'est mis à chanter : ils n'avaient plus peur et avaient décidé de lutter ensemble.

TS : Est-ce que la radio et la TV se sont transformées depuis le 25 avril dans un sens de mobilisation culturelle ?

J.A. : Non. Les programmes sont élaborés à Lisbonne, exclusivement pour les grandes villes. Les moyens de transmission ne sont pas

le reflet des luttes populaires. Ils ne sont pas vraiment au service du peuple.

TS : L'image de marque de la chanson traditionnelle au Portugal tient en un mot : le « fado ». Et en un nom : Amalia Rodriguez. S'agit-il d'une authentique culture populaire ?

J.A. : Le fascisme a utilisé le folklore comme un produit commercial à l'usage des touristes. Il y a eu par contre un très bon travail de récolte de la culture populaire, de chansons qui ont parfois six siècles d'existence. Mais c'est un travail de musée. Il faut que le peuple récupère sa voix. Quant au « fado », il est devenu une chanson populaire dans la mesure où il exprime la dramatisation, un certain sadomasochisme, le sens religieux de la vie, les tabous sexuels, le fatalisme,

etc... Le « fado » contient ce que le peuple a absorbé de la classe dominante. Je ne veux pas parler d'Amalia Rodriguez comme artiste : elle a un grand talent, elle chante très bien. Mais elle ne dit rien. Elle a été l'ambassadrice du fascisme dans l'émigration. Elle a plu dans la mesure où les émigrants voulaient échapper à leur origine modeste et imiter les modèles bourgeois.

Propos recueillis par Jean PATERNAT ■

germinal

N° 1 prix 1f.

NOUVELLE SERIE

MENSUEL

de la Commission Nationale Agricole du PSU

MAI 1975

LE MONATAR, pour quoi faire ? 3

UNITE D'ACTION EN AGRICULTURE 4

PETITE ENFANCE EN MILIEU RURAL 6

APL - Paysans 7

VITICULTURE, contre qui se bat-on ? 8

l'opinion de José Alfonso sur la situation en Angola: un complot impérialiste

TS : Tu reviens d'Angola ; que s'y est-il passé ?

J.A. : J'ai fait là-bas un travail d'agitation, à tel point que le FNLA a demandé au gouvernement provisoire mon expulsion, et a même tenté de me kidnapper devant l'université de Luanda, avec l'aide de deux agents de l'ex-fide.

TS : Quelle est la situation en Angola ?

J.A. : Depuis 1961, le seul mouvement révolutionnaire en Angola est le MPLA. Les deux autres mouvements, le FNLA et l'UNITA, se sont alliés aux colonialistes portugais contre le MPLA. J'accuse le PS portugais d'avoir fait des alliances avec Jonas Savimbi et Holden Roberto — leurs chefs — pour bloquer le processus révolutionnaire. Son rôle de gestion moderne du capitalisme s'effacerait si le mpla réussissait à faire triompher la révolution en Angola. Spinola, qui a eu des contacts

avec certains éléments du PS, a été le premier responsable, quand il a essayé d'imposer la néo-colonisation avec Roberto. Il y a un complot impérialiste en Angola : de nombreux mercenaires viennent du Zaïre et pénètrent dans le nord du pays. J'ai dénoncé tout cela dans le journal **A Capital** à Lisbonne, à la radio, etc... Je continuerai ; j'ai l'intention de revenir en Angola.

TS : Est-ce que les structures de la PIDE sont intactes en Angola ?

J.A. : Complètement. Le Ministère de l'Intérieur angolais est entièrement aux mains du FNLA.

TS : Que pensez-vous d'une éventuelle intervention de l'armée portugaise ?

J.A. : Ce serait tragique. L'armée portugaise n'est pas prête à se battre en Angola. La seule solution est d'animer un soutien international au MPLA, politique et matériel. ■

Pour une conférence révolutionnaire d'Europe du Sud

Le système capitaliste est désormais secoué par une crise globale (économique, sociale, politique et idéologique) qui crée une situation sans précédent, dans l'après-guerre. A la crise de la direction bourgeoise de la société répond la montée révolutionnaire des masses qui pose concrètement la question du pouvoir et du socialisme, tout particulièrement en Europe du Sud, amenant ici le renversement ou la décomposition des régimes fascistes, à l'ébranlement des bases de classe du pouvoir.

Avec ce « maillon faible » qu'est l'Europe du Sud, c'est au cœur même de l'impérialisme que la révolution est portée. De Lip aux luttes d'auto-réduction des tarifs publics et des loyers en Italie, des luttes dans les institutions en crise (école, armée, justice...) à la lutte des femmes, les travailleurs remettent en cause l'organisation capitaliste du travail et de la vie sociale et les fondements mêmes du pouvoir de la bourgeoisie. Ils expriment ainsi leur détermination à prendre en main leur propre sort. Ce processus révolutionnaire par ses objectifs et ses formes de lutte, pose aujourd'hui le problème de l'instauration du socialisme en Europe en des termes nouveaux.

Cette fragilité de l'ordre bourgeois sur le flanc sud de l'Europe inquiète profondément les Etats-Unis qui s'efforcent de colmater les brèches, de resserrer les rangs de leurs alliés et vassaux, et de répartir les tâches de maintien de l'ordre au sein de l'OTAN. Dans le même temps le renforcement de l'emprise des multinationales et l'intégration croissante de l'économie capitaliste dans la sphère atlantique rendent de plus en plus illusoire le projet d'une Europe indépendante des Etats-Unis. Pour les bourgeoisies européennes, la seule solution apparaît aujourd'hui dans le recours à l'appui politico-militaire de l'impérialisme U.S.

Face à cette offensive coordonnée de l'impérialisme et sous la pression de la montée des forces populaires, les P.C. et la social-démocratie s'efforcent d'adapter leurs stratégies réformistes. Aux diverses variétés d'unité électoraliste ou de compromis historique, il s'agit d'opposer une véritable politique d'unité des travailleurs, d'unité populaire.

De fait, sur la base de la montée générale de la lutte des classes et en réaction contre les stratégies social-démocrates et réformistes, se constituent en Europe du Sud des forces révolutionnaires qui se battent de façon convergente sur la base d'une stratégie de contrôle et de développement de formes de pouvoir populaire, proches de la stratégie autogestionnaire du P.S.U.

C'est à ces forces que le P.S.U., qui mène ce combat en France, adresse cet appel. Dans la situation inédite que nous connaissons, il est de première importance que les partis et organisations révolutionnaires affirment leur volonté de combat en commun autour d'une stratégie alternative, pour la solidarité active avec la révolution portugaise, pour le soutien aux luttes au cœur desquelles chacune de ces forces agit.

Les objectifs que doit se fixer la Conférence des partis et organisations révolutionnaires de l'Europe du Sud à laquelle le P.S.U. appelle sont donc :

- définir les méthodes et les moyens de coordination militante et de la confrontation stratégique ;
- développer l'offensive contre le pacte atlantique et contre l'OTAN ;
- contribuer au développement des luttes anti-impérialistes, notamment en Méditerranée ;
- œuvrer à la victoire de la révolution socialiste en Europe.

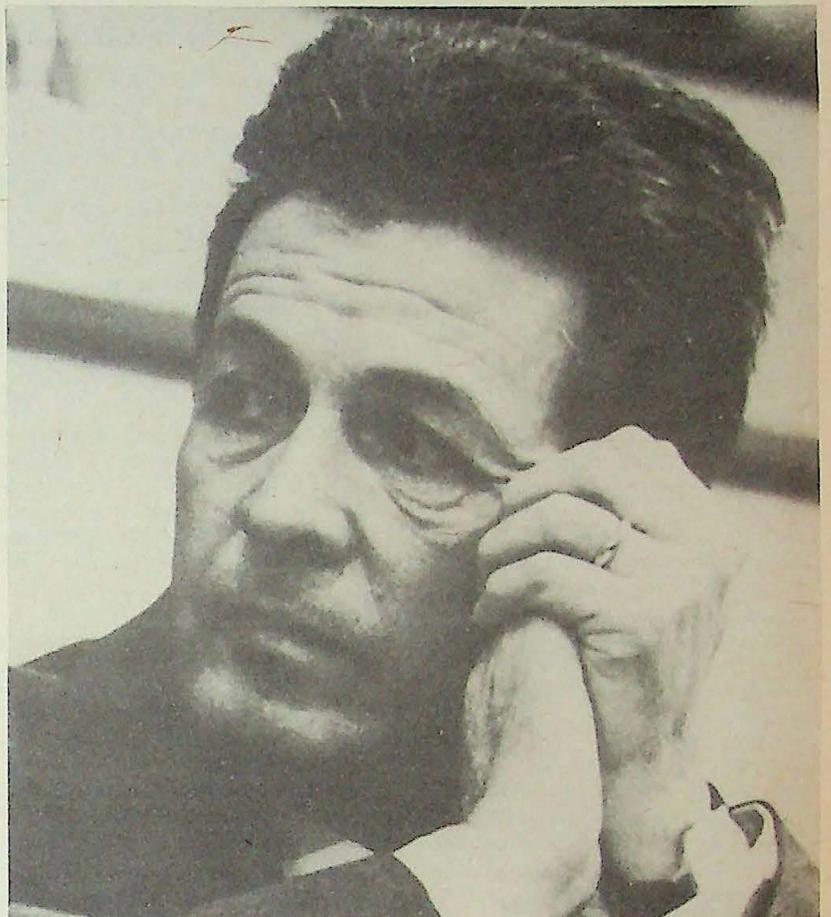
La Direction Politique Nationale du PSU. Le 15 juin 1975 ■

demain l'« Italia rossa » ?

international



La Démocratie chrétienne vient de subir son plus grave échec depuis sa venue au pouvoir après la chute du fascisme. Avec le vote du 15 juin, ce sont les assises mêmes du pouvoir d'un parti, qui faisait des catholiques une catégorie politique, et dissimulait les oppositions de classe, qui sont ébranlées.



Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI.

L'ampleur de la crise en Italie est telle qu'elle a bousculé tout le système de pouvoir. La production industrielle a diminué en moyenne de 12 % en un an (la baisse oscille entre 15% et 35% dans les industries de transformation qui emploient six millions d'ouvriers). Beaucoup de petites entreprises ne rouvriront pas après les fêtes. La restructuration accélérée de l'agriculture provoque l'abandon de terres, la chute des investissements dans les campagnes, le renchérissement des produits agricoles.

La situation est encore aggravée par la politique de récession programmée par le gouvernement qui a imposé, pour obtenir l'équilibre de la balance des paiements, une forte réduction des importations et donc de la consommation. Baisse de la consommation, hausse des prix et des tarifs publics, chômage total (deux millions), chômage partiel, chômage camouflé (trois millions de jeunes et de femmes) sont devenus les questions centrales et l'adversaire est clairement désigné.

Par rapport aux élections de 1972, un grand changement s'est produit. Les mécanismes qui, en 1972, fu-

rent très importants pour raffermir le pouvoir de la DC (stratégie de la tension, assassinat de Fetrinelli, etc.) se sont usés. L'Italie des travailleurs s'est rendue compte que les complots trouvaient leur origine tout près du gouvernement ; elle repousse l'ordre policier de Fanfani, rejette le fascisme et cherche sa voie vers le pouvoir.

La crédibilité du régime s'est effondrée. Les évêques n'ont pas appelé à l'union sacrée autour de la DC. De Carli, gouverneur de la Banque d'Italie en annonçant qu'il avait voulu démissionner en 1970, 1972, 1974, a pris ses distances et est présenté comme le futur rassembleur d'une droite moderne, remettant en cause les « offices d'Etat ».

Le fruit d'années de luttes

Les tentatives de la DC pour créer un climat de peur ont été mises en échec par la maturité politique dont ont fait preuve les masses chrétiennes et surtout parce que les luttes ont continué à se développer pendant la bataille électorale.



Le vent de libération avait commencé à souffler avec le vote à 60 % en faveur du divorce. L'obtention en pleine campagne électorale des 500 000 signatures nécessaires à la tenue d'un référendum sur l'avortement a porté un coup sévère à la DC. Beaucoup de militants et fédérations socialistes ont rejoint cette bataille.

Les grandes luttes ouvrières ont ouvert la voie à la contestation dans les écoles, dans la magistrature mais aussi dans les casernes. Les soldats se battent aujourd'hui contre l'institution militaire, pour le droit à l'organisation etc.

Il était clair pour tout le monde y compris pour la CGIL qui l'a finalement reconnu à la veille des élections que le résultat du vote serait décisif pour les rapports de force lors du rendez-vous de septembre avec le patronat, le plus dur depuis dix ans.

Or ces résultats sont clairs. La poussée à gauche est impressionnante. C'est le fruit d'années de lutte de classe. Même si le PSI est en position charnière dans plusieurs régions où le PCI a les cartes en mains, il ne peut nier que le vote est celui de la condamnation de son alliance au pouvoir. La gauche est aujourd'hui, si elle le veut, majoritaire en Italie.

La chute à 35% de la DC va probablement remettre en cause le règne de M. Fanfani et l'unité précaire que la DC avait retrouvée ces derniers mois. L'initiative appartient maintenant à d'autres.

Bien sûr, Fanfani n'a pas encore désarmé, il s'en tient toujours à la « centralité » (la DC charnière du système démocratique !), aux alliances fluctuantes ; il peut conti-

nuer ses menaces et son chantage auprès des socialistes. De telles perspectives déjà annoncées en mai par Fanfani, et les résultats obtenus devraient amener les partis de la gauche traditionnelle à s'interroger sérieusement sur la poursuite de leurs politiques d'« axe préférentiel », ou de « compromis ».

Une telle politique, si elle ne cherche pas à dissimuler un compromis qui n'aurait rien d'historique, c'est une illusion profonde. Née de la nécessité objective de la convergence des masses, catholiques, socialistes et communistes, elle repose sur la fausse croyance que la DC représente les masses catholiques. En fait, il n'est plus possible d'imaginer aujourd'hui un développement simultané d'un Etat bourgeois (mais démocratique) et du mouvement populaire.

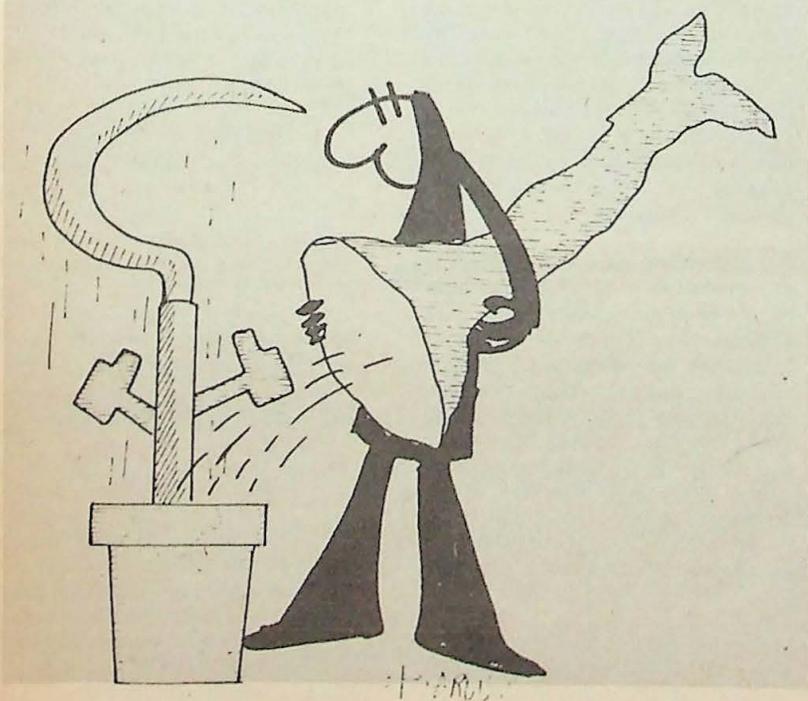
Une nouvelle dynamique

La lutte de classe va reprendre à un niveau supérieur. Au développement des luttes sociales et au déséquilibre du système, on ne pourra plus répondre par la concertation. Quelqu'un devra être défait d'un côté ou de l'autre.

C'est dire l'importance des responsabilités du PCI, qui pourtant continue de réclamer, fort de ses 10 millions de voix, son intégration au gouvernement bourgeois. Il dépend de lui en entraînant le PSI de contruire ou non une alternative de gauche au pouvoir actuel. C'est dire aussi la responsabilité des camarades du PDUP (dont la campagne dynamique a obligé le PCI et PSI à plus de fermeté en particulier dans les régions ouvrières) et des autres organisations révolutionnaires. La présence de conseillers régionaux du PDUP dans un certain nombre de conseils (leurs voix ont été par exemple nécessaires à Milan pour constituer une majorité de gauche et le développement des luttes peuvent forcer le PCI et le PSI à opter pour l'alternative ouvrière.

Après le Portugal, la Grèce, la brèche s'élargit aujourd'hui à l'Italie. C'est dire l'importance des tâches qui nous attendent et l'actualité de la Conférence des organisations révolutionnaires d'Europe du Sud.

F. DESMOULINS ■



portugal

qui n'avance pas recule...

Une fois de plus, le Portugal fait la « une » des journaux. On s'étonne dans les salles de rédaction des nouveaux « rebondissements » du processus révolutionnaire : l'« affaire » du Republica n'est pas terminée ; le Conseil de la révolution se réunit cinq jours durant ; des rumeurs, démenties par le porte-parole du Conseil, courent sur l'instauration d'un gouvernement militaire ; le COPCON s'affirme partout dans la rue : son chef, Otelo de Carvalho, fait des déclarations fracassantes ; deux mille ouvriers des chantiers de Lisnave (le « Putilov » portugais) défilent en rangs serrés, « avec l'ordre précis de détachements militaires » écrit le correspondant du Monde, en réclamant la dissolution du gouvernement de coalition et de l'Assemblée Constituante...

On le voit, rien n'est stabilisé. Mais qu'est-ce qui peut être stabilisable dans une révolution en marche ?

Certains pensaient qu'avec l'établissement d'une Assemblée constituante, un nouvel édifice démocratique bourgeois allait peu à peu se mettre en place, et qu'avec la « bataille de la production » un redressement économique était prévisible. C'était sans compter sur le fait qu'une dynamique ne peut être « gelée ». C'était, on s'en souvient, le grand débat qui traversait l'Unité populaire au Chili, et il y a peu de mois encore la position du PCP.

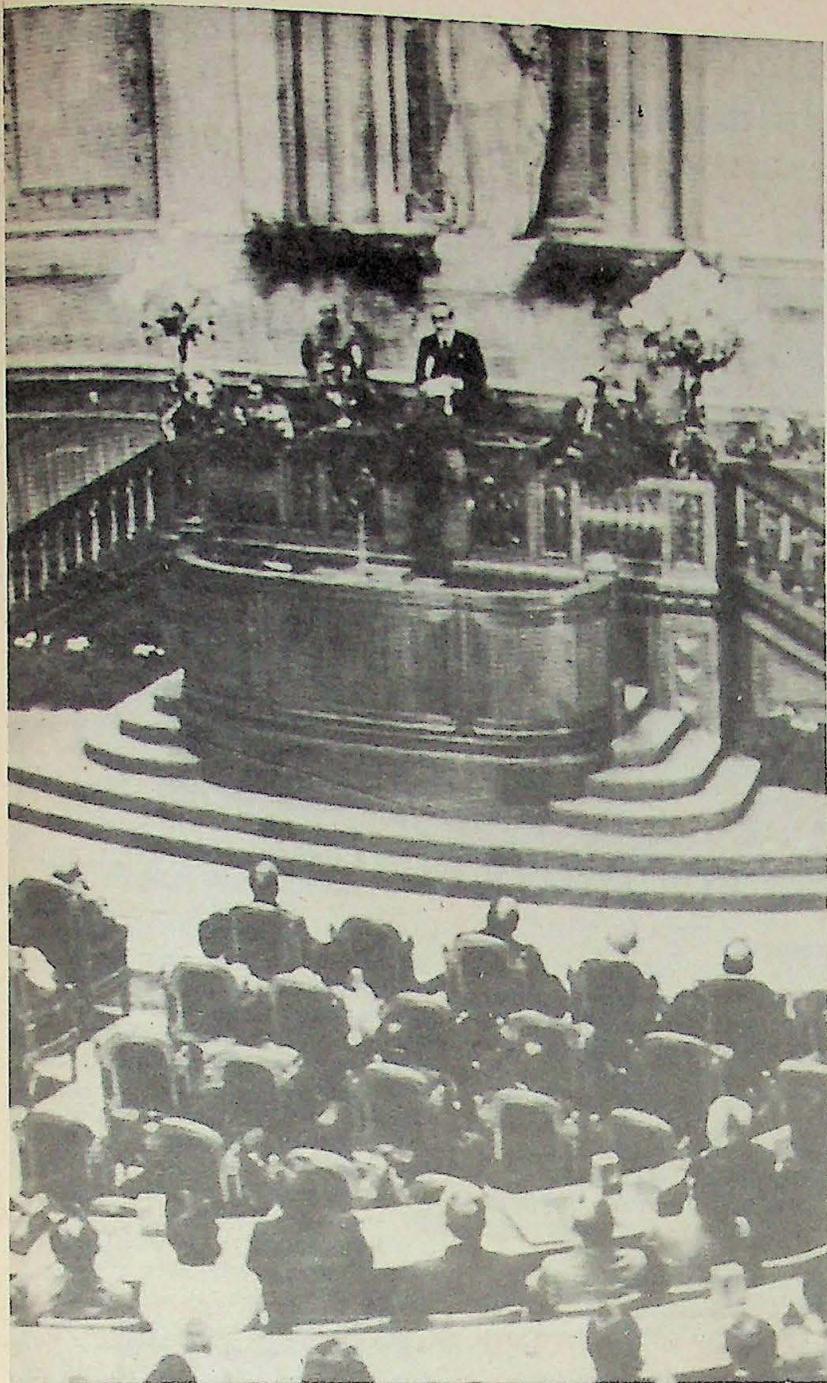
L'Assemblée constituante au bout de douze jours de travaux n'en est à discuter que le neuvième point d'une constitution qui en comporte quatre vingt sept. La « bataille de la production », parce qu'elle est séparée de la « bataille pour le pouvoir », reste lettre morte.

C'est ce dynamisme des forces sociales qui rend impossible tout « institutionnalisation » et caduque n'importe quelle conquête partielle (qu'elle soit démocratique ou sociale). Le dépassement de chaque situation ou de chaque « phase » est inscrit dans le mouvement même qui préside à sa

réalisation. Faut-il rappeler par exemple comment le plan économique laborieusement mis au point s'est trouvé en deux jours (11 et 12 mars) non seulement « réalisé » mais « radicalisé » par la nationalisation des banques qui n'était pas prévue ? C'est ce qui se passe désormais avec la Constituante qui semble de plus en plus éloignée du pays réel.

C'est ce qui se passe aussi au sein du MFA où la logique du processus révolutionnaire transforme en permanence les rapports de force internes au profit des courants de gauche.

Les revendications qui montent pour une accélération de la construction de la dualité de pouvoir (« nous sommes le premier soviet du Portugal révolutionnaire » disent les ouvriers de la Lisnave), pour une définition de classe du gouvernement (contre la présence du PPD bourgeois) entraînent les partis traditionnels au-delà des limites imposées par leur stratégie. On se rappelle que le PS s'était fait le défenseur des commissions de travailleurs et du contrôle ouvrier ; voilà maintenant le PCP qui, dans une déclaration de son comité central datée du 17 juin, déclare : « dans la situation actuelle, le PC souligne l'importance des formes unitaires



Assemblée constituante ou conseils de travailleurs ?

d'organisation des travailleurs et des mouvements populaires : commissions de travailleurs, assemblées générales, comités qui ont plusieurs tâches révolutionnaires à accomplir : contrôle ouvrier, vigilance populaire, défense de la révolution. »

Certes, la direction du PS reste le cheval de Troie des bourgeoisies « libérales » d'Europe et le PC ne manque pas de souligner « sa défense du système actuel de coalition » et de condamner le « gauchisme ». Néanmoins, il y a là une expression précise de la dialectique complexe à l'œuvre dans cette révolution inédite. Ne pas le comprendre peut conduire certaines organisations révolutionnaires ou le MFA à des erreurs dangereuses pour la poursuite équilibrée du processus : « fuite en avant » des secteurs les plus radicalisés — mais minoritaires — des travailleurs organisés en « conseils » reproduisant mécaniquement la tactique bolchévique pendant la révolution d'Octobre, alors que les soviets n'existent pas, ou « fuite en avant » d'éléments de gauche du MFA vers un gouvernement militaire « bonapartiste » alors que les partis ouvriers gardent (et garde-

ront encore pour tout une période) une base de masse.

Le développement national du double pouvoir n'est pas qu'un processus spontané. Il requiert des conditions politiques. Celles-ci, pour encore toute une période, reposent sur une alliance anti-capitaliste des organisations ouvrières et du MFA. Le PS, indépendamment de sa direction, le PC, malgré sa stratégie, l'Intersyndicale, si bureaucratique soit-elle, sont des réalités et des expressions du mouvement réel des masses dans ses aspects contradictoires. (N'a-t-on pas vu un ouvrier du Republica, insigne du PS à la boutonnière, acclamer les officiers du COPCON ? Ne sait-on pas que la commission de travailleurs de la Lisnave était dirigée par des militants communistes ?)

Les révolutionnaires portugais, toujours divisés, ont donc bien des dangers à éviter mais leur tâche est immense, tant il est vrai qu'« une révolution qui n'avance pas creuse son propre tombeau ».

Maurice NAJMAN ■

Brèves internationales

● Rencontre PSU-OLP

Le bureau national du PSU a reçu une délégation de l'OLP dirigée par Ezzedine Kalak. Il s'agissait de faire le point de la situation après la journée d'information sur la Palestine organisée à Paris le 14 juin. La présence, en particulier de l'éminent historien Nabel Shahat, membre du Conseil national palestinien et directeur du Centre de planification

de l'OLP, conseiller très écouté de Yasser Arafat, a permis un utile tour d'horizon sur la situation et les perspectives de la Résistance palestinienne. Dire et expliquer ce qui se passe aujourd'hui là-bas, en particulier en Cisjordanie et à Gaza, est une première tâche de la solidarité nécessaire entre nos deux organisations.

● Socialistes portugais en France : une majorité pour le FSP

Des militants du PS portugais en France ont décidé de rejoindre le Front Socialiste Populaire. Cet événement, signalé déjà à Lisbonne par le journal Noticias du 12 juin, est important : il marque essentiellement le refus d'une partie de la base du PS de voir trahir par la direction les résolutions issues du Congrès de décembre 1974. Les militants portugais ont insisté particulièrement lors d'une

conférence de presse tenue le samedi 14 juin sur l'attitude de Mario Soares dans la période précédant immédiatement le 11 mars : il s'agit en particulier du meeting de Seixal, au cours duquel le leader socialiste a attaqué le projet de nationalisation des banques. 80% des militants du PS portugais en France ont fait scission. Une plateforme pour l'immigration a été publiée. ■

● Sud-Vietnam : un message du GRP au PSU

A l'occasion de la fête des 7 et 8 juin, à Paris, la mission permanente du GRP a adressé au PSU le message suivant :

« Avec la libération de Saigon, notre peuple vient de remporter au seuil du printemps 75 une victoire historique couronnant une longue et dure lutte pour l'indépendance nationale contre l'impérialisme agresseur. Par la même occasion, il a fourni une importante contribution aux mouvements de libération nationale en démontrant qu'aucune forme d'oppression impérialiste, si puissante soit-elle, ne pourra s'opposer à la détermination d'un peuple à défendre ses droits légitimes à l'indépendance et à la liberté, sous la direction d'une ligne politique juste.

Enfin, cette victoire n'aurait pas été aussi éclatante si notre peuple n'avait pas bénéficié tout au long de cette lutte parfois acharnée, souvent douloureuse, d'une aide politique et matérielle constante de la part de toutes

les forces progressistes dans le monde, parmi lesquelles se distingue le Parti Socialiste Unifié. C'est dire que, aujourd'hui, nous sommes de tout cœur avec vous pour célébrer cette victoire ouvre une nouvelle ère pour nos peuples et les organisations progressistes.

Comme l'a déclaré notre président Nguyen Huu Tho le 15 mai à Saigon, cette victoire ouvre une nouvelle ère pour notre histoire, une ère où il s'agit pour notre population de panser les blessures de guerre, de restaurer et de développer la production et d'édifier une nouvelle société au service de tous, une ère enfin où nous devons défendre et consolider les fruits de la révolution.

C'est pour notre population une tâche à la fois lourde et exaltante dans l'accomplissement de laquelle nous pourrions, nous en sommes persuadés, compter sur la solidarité de combat du PSU.

PHAN THANH' NAM, Conseiller ■

● USA : octroi nucléaire limité

Le Washington Post vient de révéler un nouvel aspect de la stratégie militaire US. Les bombardiers s'entraînent actuellement à l'utilisation de l'arme atomique sur des points limités. C'est l'« Action nucléaire limitée »... Les « points » sur lesquels ces bombes « tactiques » peuvent tomber sont faciles à connaître : Moyen-Orient, Méditerranée, Amérique latine etc... L'impérialisme se prépare à intervenir partout

avec décision, c'est clair. Et, comme par hasard, la « fuite » apparaît après la conférence de l'OTAN...

La guerre, y compris atomique, n'est donc pas une « frayeur petite-bourgeoise ». Comme le disait Jaurès « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». A quoi Lénine répondait : si tu veux la paix, prépare la révolution ».



la Grande-Bretagne après le référendum

retour à la crise

Les « pro » l'ont donc emporté. Le référendum sur l'Europe, le premier du genre en Grande Bretagne, a montré que 67,2 % des Britanniques étaient favorables au maintien de leur pays dans le Marché commun. 32,8 % y restant opposés. C'est la fin d'une controverse qui aura duré quatorze ans.

En effet, c'est en 1961 qu'un gouvernement conservateur a posé la candidature de la Grande Bretagne à la CEE. Douze ans plus tard, un autre gouvernement conservateur entraînait officiellement le pays dans la Communauté. Wilson dès lors s'est employé à faire évoluer le parti travailliste sur des positions favorables à l'Europe. Il y est parvenu grâce au référendum, malgré l'opposition des deux tiers du parti (plus de 5 millions de membres) et de la Centrale syndicale unique, le TUC (10 millions de membres, finançant le parti à 90 %). La crise politique, économique et sociale demeure cependant avec 24 % d'inflation cette année, 900 000 chômeurs, le taux le plus bas de réinvestissement dans l'industrie et le plus haut taux de fuite des capitaux du monde développé, l'archaïsme d'une économie à « sur-emploi » et « lest but not least » — la crise irlandaise.

La participation électorale de 63 % est inférieure de 9 % au taux pourtant relativement bas des dernières élections d'octobre 1974. Cette abstention a un sens politique. Elle est la plus forte dans les régions les plus ouvrières, traditionnellement les plus à gauche (Ecosse industrielle, Nord de l'Angleterre et Midlands, Sud-Est du Pays de Galles, Londres et sa proche banlieue), régions où le « non » atteint ses plus forts scores (35 à 46 % des voix). Le « non » et les abstentions sont encore plus forts dans les îles du Nord de l'Ecosse, éloignées de Bruxelles (où l'on craint l'invasion des usines à poisson flottantes danoises et allemandes), et plus encore en Irlande du Nord où 52,6 % de la population s'est abstenue et où 47,9 % des votants ont choisi le « non » : ce dernier vote exprime, tout comme dans nos TOM-DOM, un profond sentiment « d'étrangeté » et un refus de l'intégration

dans l'ensemble national-colonial. En somme, ce référendum n'a que partiellement exprimé les divisions de classe, une bonne moitié de l'électorat travailliste et des syndiqués votant en faveur de la CEE.

un manque à gagner

La majorité de deux tiers contre la CEE acquise dans les votes internes au Parti et au syndicat s'est trouvée réduite le jour du vote à 5 %

La raison de ce manque à gagner de la gauche travailliste anti-wilsonnienne est double. Elle s'explique d'abord par l'attachement à l'unité du parti représentée par son leader, Wilson, et par la peur de voir le parti retourner avec un Wilson battu dans le désert de l'opposition. De même, la gauche travailliste et le PC ont joints leurs forces à celles des tendances les plus réactionnaires (le raciste Enoch Powell, représentant des « pieds-noirs » protestants irlandais, le National Front fasciste, les industriels les plus arriérés et les nationalistes écossais et gallois). Sans compter l'argument anti-communiste qui fait toujours recette dans ce pays, dans des proportions inouïes pour un Français : la

brochure signée par Wilson est ouvertement atlantiste et agite la carotte des investissements étrangers ; la brochure des pro-européens, signée par le ministre de l'Intérieur, agite le spectre d'une « Grande Bretagne communiste, intégrée au bloc soviétique » et, celle de la Jeune Gauche Européenne affublée de la rose au poing — d'où vient l'argent — s'en prend à la « gauche anti-démocratique »).

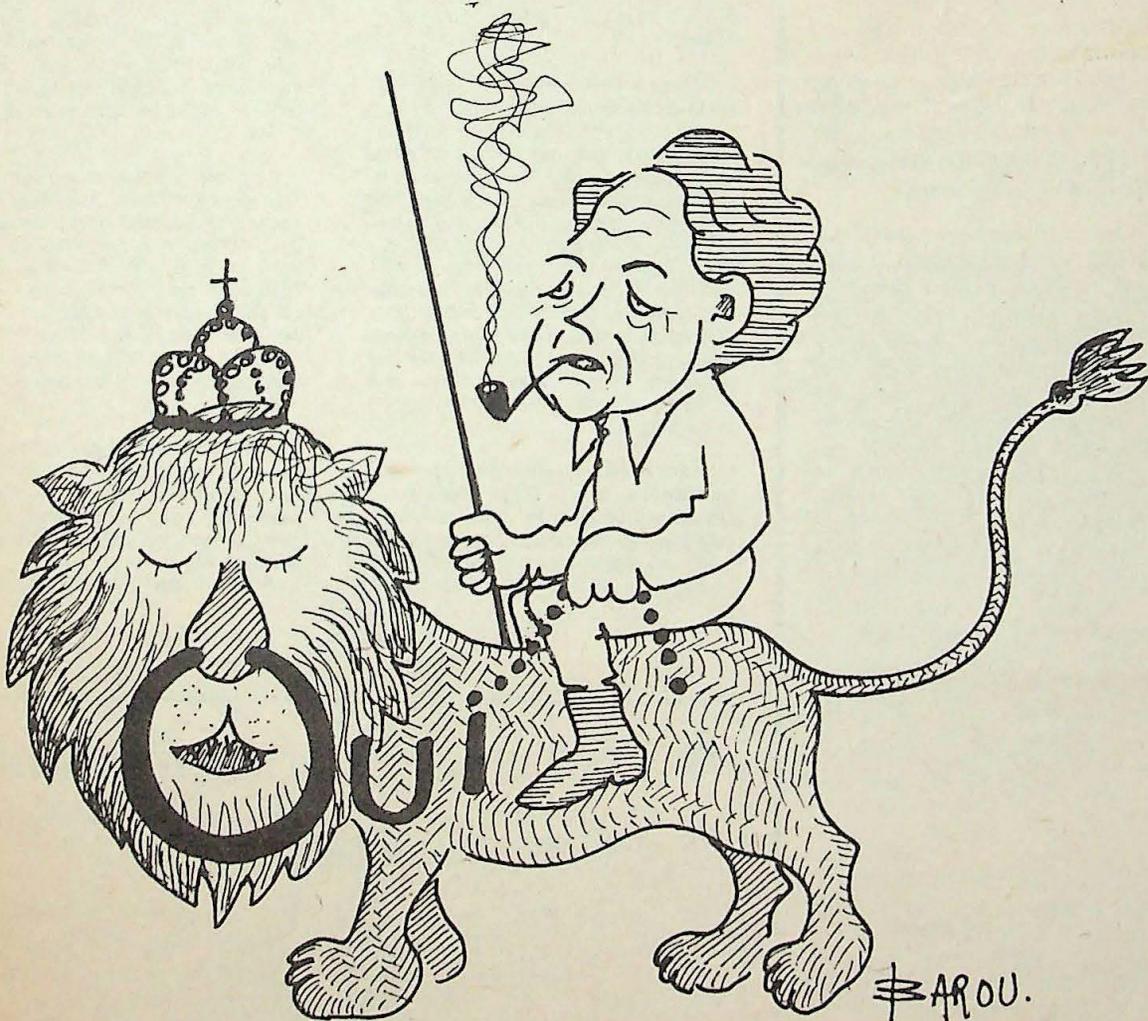
Quartiers et régions

La seconde raison s'explique par les structures du travaillisme : les syndicats composant la centrale unique TUC sont des fédérations de métiers, fortement centralisées, aux directions renouvelées soit par cooptation, soit par des élections qui n'intéressent qu'une infime minorité (10, 15 % des membres). Le système potentiellement autogestionnaire des délégués d'ateliers (Shop-stewards) élus par tous ne parvient pas à se structurer au-delà de l'entreprise et à résister aux permanents parachutés. La vie politique des quartiers et des régions est singulièrement morne et le contrôle des élus inexistant. Ainsi s'explique la difficulté extrême du mouvement ouvrier à exister sur le plan régional, choisi comme base pour la campagne électorale et le décompte des voix.

La gauche travailliste politique et syndicale s'est donnée un chef, Tony Benn, personnalité très forte et partisan actif de la réalisation du programme du parti : nationalisations avec contrôle ouvrier, accords de planification, création d'un centre de financement d'Etat de l'industrie en échange d'une participation majoritaire dans les actions et les conseils d'administration des entreprises, limitation des importations. La droite — représentée par Jenkins, ministre de l'Intérieur, Rentice, ministre de l'Education, et Healey, Chancelier de l'Echiquier — parle ouvertement la coalition avec les partis bourgeois pour réduire à 15 % les augmentations de salaires au nom de l'unité nationale.

Wilson tente de garder sa position d'arbitre. En fait, la pression sociale extrême s'exprimant par les revendications de salaires, les grèves avec occupation et les coopératives ouvrières qui surgissent partout, cette pression sociale donc, le forcera à tomber à droite comme en 1968.

Il parle déjà d'abandonner le programme de nationalisations et il a déplacé la plupart de ses ministres rebelles. Les champions électoraux éteints, la parole est revenue aux militants d'entreprise. Eux seuls sont la garantie de la marche au socialisme, Marché commun ou pas.



Peur sur Djibouti (suite) :



2. l'état de siège

« J'ai passé dix années en usine avant de faire le gendarme : c'était pour le beefsteak, pas pour le patriotisme. On n'est quand même pas des S.S. La Légion, ça tue : elle ne connaît personne. Moi, ça me dégoûte. Heureusement il y a des gars qui ne suivent pas... ».

J'ai même rencontré un gendarme communiste. Il soutient qu'il n'est pas le seul, et qu'une bonne crise de confiance s'est interposée entre les officiers et leurs hommes. Détail, qui — s'il est exact — a son importance : parmi les 6 500 hommes en armes stationnés à Djibouti, il y a près de 800 gendarmes. Une centaine de « permanents » font la police judiciaire et l'administration de routine, en ville ou dans les « cercles » de l'intérieur. Un escadron d'une autre centaine, qui appartient à la compagnie d'intervention outre-mer dite « Puma », est relevé tous les quatre mois ; près de 500 gendarmes mobiles se sont joints en renfort depuis le 1er juin, après les affrontements de la fin mai ; enfin la gendarmerie auxiliaire (cadre dit « autochtone ») comprend une centaine d'hommes.

une marionnette

Mais il n'y a pas que les gendarmes. Djibouti vit à l'heure de l'armée française : 24 heures sur 24, des patrouilles de légionnaires aux uniformes bariolés, aux trognes de « casseurs », sillonnent le « Magala » — la ville africaine — qui est divisée en quartiers numérotés de 1 à 7. Des gendarmes mobiles gardent le port, la centrale électrique, les centres de télécommunications, les innombrables casernements, dépôts, garages, ainsi que la radio-télévision, le siège du conseil du gouvernement local et la résidence du « président » Ali Aref et de Monsieur le Haut Commissaire français.

Au centre de la ville, les rues changent de couleur au gré des tableaux de permission des diffé-

rentes armes. Les bras chargés de cartons d'appareils photo et de radios japonaises, des bidasses très « nouveaux riches » trompent leur ennui aux terrasses des cafés de la place Menelick qui font très vieille France du Sud. Les pieds sur la table, ils toisent avec suffisance les serveurs et injurient les petites vendeuses de chewing-gum et de cigarettes qui rôdent autour eux comme un essaim. Le soir, une partie d'entre eux vont rejoindre quelques unes des 4 500 prostituées recensées officiellement dans la ville.

Personne pourtant n'a un moral de fer dans la communauté européenne. La lourdeur même du dispositif de maintien de l'ordre est une source d'inquiétude pour les plus lucides qui comparent le rôle joué par Ali Aref — une marionnette entre les mains du gouvernement français — à celui joué par Philibert Tsiranana à Madagascar... Tous ceux que j'ai rencontrés sentent bien que la question de l'indépendance du territoire est posée. Les indices ne manquent pas, répercutés parfois par la radio locale et en tout cas par la BBC : le dernier détachement de la marine française vient de quitter Diégo-Suarez ; les étudiants de Djibouti à Paris envahissent les bureaux du Secrétariat d'Etat aux Dom-Tom ; les délégués de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI) sillonnent l'Europe et les capitales maghrébines ou arabes pour préparer les « sommets » à venir : Ligue arabe, Organisation de l'Unité Africaine ; à Paris, Jacques Chirac et Alain Vivien (député du PS) s'opposent vivement à propos de Djibouti lors d'un débat à l'Assemblée Nationale...

des provocations

Dans ces conditions, une présence militaire française aussi voyante est provocante, et ressentie comme telle, par la population africaine. Officiellement, le couvre-feu et le déploiement de forces qui l'accompagne sont là pour séparer des « tribus » que

des « haines ataviques » opposent. Mais l'opinion ne comprend pas : les bagarres de la fin mai qui ont fait officiellement une quinzaine de morts, opposaient des groupes très limités ; des ministres d'Ali Aref ont à plusieurs occasions excité leurs troupes et l'un d'entre eux a même blessé au couteau un spectateur qui demandait pourquoi il ne s'interposait pas entre les combattants...

L'opposition considère donc que ces affrontements ont été déclenchés par des provocateurs, et qu'ils servaient en fait les desseins des autorités françaises et de leur protégé. Ces derniers en ont profité pour reprendre les grandes vagues d'expulsions qui avaient laissé un si cuisant souvenir en 1967, à l'époque du référendum sur le statut du territoire. De fait, entre 700 et 1 000 habitants du « Magala » ont été expulsés dans la seule semaine du 1er au 7 juin, pour les motifs les plus divers, et souvent sans motif du tout, alors que — dans le même temps — plusieurs centaines de réfugiés éthiopiens d'origine Afar, leur sultan Ali Mirah en tête, étaient accueillis à la frontière du Territoire...

Le jeu mené par le Haut-commissaire Dablanc — un homme qui sort rarement de sa grande résidence blanche, au bord de la mer — est dangereux. Certes le canal de Suez est ouvert de nouveau, et le port de Djibouti peut espérer retrouver une part de son chiffre d'affaires d'avant

1967. Bien sûr, Djibouti constitue la grande (et la seule) escale française sur la route aérienne et maritime de l'extrême-orient et du sud de l'océan indien. Mais cela vaut-il la peine de se mettre progressivement à dos toute l'Afrique, une bonne partie de la Ligue Arabe, bientôt l'ONU.

kat et politique

Placé au cœur d'une zone en ébullition, convoité de toutes parts, Djibouti est lui-même un baril de poudre. Lassés par la politique raciste d'Ali Aref et des autorités françaises, les secteurs d'opinion les plus divers ont rejoint la ligue populaire africaine pour l'indépendance. Ce mouvement, dont la conversion à la cause de l'indépendance est relativement récente, est sorti du ghetto ethnique, et a fait une croix sur les élections et les institutions patronnées par la France. Il est épaulé par des groupes de jeunes (notamment l'Association pour le développement culturel) qui cherchent à sortir de leur ghetto à eux : l'école ségrégationniste et bien française qui fleurit encore là-bas.

Si les uns et les autres « brouillent » le kat, certains après-midi (comme la plus grande partie de la population), ce n'est plus pour oublier : c'est pour parler politique.

Philippe MARIELIE ■

un pays occupé

Il y a environ 6 500 soldats français dans le TFAI, commandés par le fameux général Brasart. Le 5ème Régiment inter-armes d'Outre-Mer dispose de canons, de chars AMX 13, de missiles sol-air et sol-sol. La 13ème demi-brigade de la légion étrangère est chargée des frontières, du barrage, et de certains postes de l'intérieur. Les forces aériennes ont été renforcées récemment : il y a plus de 50 « F 100-Super-Sabre ». Pour la marine, 2 avisos-escorteurs et 2 patrouilleurs dépendent directement de Djibouti ; mais une escadre patrouille en permanence dans la zone, sous le commandement d'un amiral embarqué. Il y a plus de 600 gendarmes « métropolitains », et 300 gendarmes auxiliaires ou gardes nomades.

Une interview de Monique Piton (*), une ouvrière de Lip :

« Je ne suis pas humble... »

Lip, c'est « On fabrique, on vend, on se paie » ; c'est l'offensive d'une classe ouvrière qui a montré sa capacité et son aspiration à un changement radical des rapports sociaux. Lip, c'était aussi le décroisement : de la vie au travail et de la vie dite privée ; l'approche collective de la culture, d'une culture...

Aujourd'hui, Monique Piton, ouvrière de Lip, écrit un livre — « C'est possible » — qui prolonge ainsi l'histoire de Lip et des Lips en s'appropriant un mode d'expression réservé aux intellectuels.

Événement littéraire accueilli avec un ravissement paternaliste par les spécialistes : ça, c'est la dimension « récupération / neutralisation » de l'affaire.

Mais en fait, ce livre, l'itinéraire de Monique Piton nous questionnent : recherche d'une identité, déprolétarisation, connaissance, créativité, travail... lutte ! La révolution aujourd'hui doit être chargée de toutes ces questions...

T.S. : Comment à travers la lutte de Lip, vous êtes-vous emparés de moyens d'expression qui sortent des limites imposées à la classe ouvrière ?

Monique Piton : On a d'abord, collectivement, fait des dessins qui exprimaient notre révolte, nos inquiétudes, nos aspirations. Des gens qui ne « parlaient » jamais ont trouvé là un moyen de s'exprimer, parfois avec une finesse inouïe, ou avec un talent réel.

Par la suite, il y a eu de nombreuses poésies. J'en ai glissé quelques-unes dans mon livre. Il y a aussi ceux qui chantaient les vieilles chansons populaires ; et ils chantaient pour nous, pour leurs amis. Je pense à Lacroix qui a chanté sur la place à Boulogne-Billancourt, pour nous, pour Lip ; c'était sa façon de lutter ce jour-là contre une puissante sono du PC.

Les prises de parole dans les meetings, à travers toute la France, par des gens de la « base » ont été, je crois, un éclatement de l'expression populaire ! Nous nous exprimions avec nos mots qui valent bien ceux des orateurs, des conférenciers, puisque ces mots étaient parfaitement compris.

T.S. : Il y a eu, avant la réintégration de tout le monde à Lip, des cours de formation permanente. Avec quelles exigences les avez-vous abordés, après ce que vous aviez acquis pendant la lutte ?

M.P. : Là, déjà, on a senti peser sur nous une chape de plomb. Cette période aurait pu être mise à profit pour un enrichissement de plus, suite à la lutte.

Mais l'Education Nationale chargée de l'organisation de ces cours a séparé les OS des employés, les techniciens, des horlogers, etc. On nous a replacés dans un système hiérarchique, pénible et inutile. L'argent a été mal utilisé : pour les OS, des

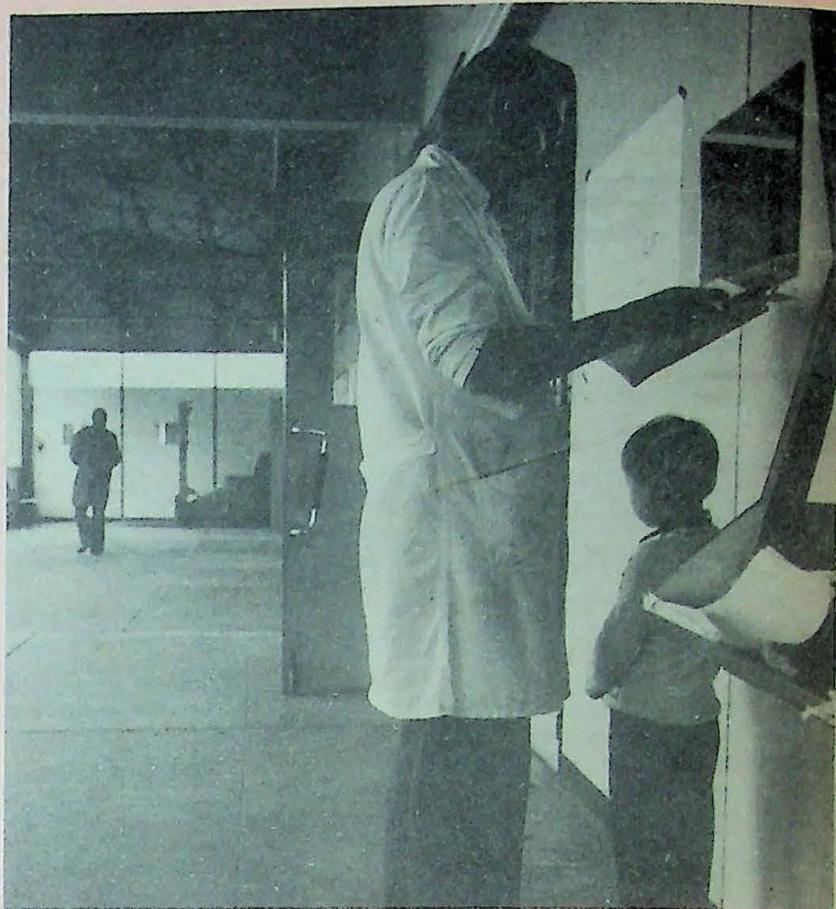
machines ont été achetées ! Comme si les OS étaient incapables de discussions, d'évolution culturelle. Naturellement, nous avons protesté et nous sommes arrivés à obtenir quelques sorties culturelles : visites de musées, enquêtes, etc. Certains ont réussi à avoir une formation professionnelle ; je pense aux dactylos, qui n'ont pas été forcément réembauchés comme dactylos : elles sont maintenant à la chaîne ou au polissage.

Dans le groupe du CESI (Centre d'étude supérieure industriel), la réussite a été presque totale. Les moniteurs étaient habitués à s'adresser à des adultes. Nous avons choisi collectivement nos programmes, les sujets qui nous intéressaient, nous avons appris ce que nous avions envie d'apprendre : par exemple, comment fonctionne le CNPF, comment est fait le bilan d'une entreprise. Nous avons reçu des écrivains, des historiens qui — à nos questions précises — ont dévoilé l'autre manière de raconter l'histoire, celle qu'on nous cache à l'école, celle qui nous intéresse : l'histoire du peuple et pas toujours celle des rois ou des voyages des présidents ! Nous avons ainsi pu développer des sujets qui nous étaient interdits jusqu'alors.

T.S. : Cela vous a-t-il fait accéder à un travail d'une autre qualité ?

M.P. : Pas tous hélas ! Mais pour ma part, j'ai vraiment senti que cette période dans le groupe du CESI m'ouvrait de nouveaux horizons. Je me suis sentie encore plus forte. Il est vrai qu'après un stage, j'ai un poste plus intéressant qu'avant la lutte. Nous sommes quelques-uns qui, très engagés dans la lutte, nous retrouvons à des postes d'une autre qualité.

On peut dire aussi que c'est un patronat intelligent qui sait utiliser nos compétences ; mais n'est-ce pas mieux que nous étouffer ? On se sent suffisamment forts pour pouvoir continuer à lutter et, ceci, avec des



Le mur d'affichage à Lip : « Un éclatement de l'expression populaire ».

connaissances accrues. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui croient qu'il faut rester absolument à la base de l'échelle, puisqu'il y en a une, pour lutter. Je dis qu'il faut placer des pions partout, à tous les postes. Nous devons nous aussi utiliser nos connaissances nouvelles pour changer le monde.

T.S. : Que représente pour toi le fait d'avoir écrit un livre, qui est un mode particulier d'expression, différent de l'expérience collective que tu as connue ?

M.P. : L'expression collective a été pour moi une joie que je n'oublie pas et je suis prête à de nouvelles actions de ce type. D'ailleurs, avec des copines, nous avons réalisé collectivement la brochure « Lip au féminin » et je l'aime autant que mon livre. Mais ce serait bien triste si à Lip on devait être prisonnier du groupe. Chacun a le droit d'être aussi un individu autonome.

Toute ma vie j'ai dû me taire : parce que je suis de milieu modeste, parce que j'ai épousé très jeune un gars à forte personnalité, parce qu'on m'avait dit qu'une femme ne doit pas contredire son mari, parce que j'ai eu des emplois où personne ne me laissait m'exprimer, parce que j'ai divorcé et que c'était mal vu, parce que... Moi j'ai envie de dire des choses. Et puis écrire, c'est une façon de parler sans être interrompue !

T.S. : Comment ressens-tu l'accueil qui est réservé à ton livre ?

M.P. : Je suis contente de cette

question car actuellement, je ressens une sorte de blocage. Je n'entends que des compliments venant de tous les milieux mais jamais mon livre n'a encore été cité dans les pages littéraires ! Je refuse qu'on accole toujours à mon livre : « l'ouvrière qui a écrit », « qui raconte modestement », « qui, bien simplement, etc. ». Je refuse d'être modeste. Les sentiments que j'exprime dans ce livre ne sont pas écrits en langage littéraire ? Et alors ! N'est-ce pas la preuve qu'on peut s'exprimer clairement sur des événements et traduire des sentiments sans utiliser le langage classique des intellectuels, sans fioritures, ni mots savants.

Je ne cherche absolument pas à entrer dans la chasse gardée des intellectuels ni même à me mêler à eux. Je suis autre chose, je suis le peuple qui s'exprime, je suis le peuple qui a quelque chose à dire, le peuple qui veut sa place dans tous les domaines. Je suis autre chose, mais je refuse l'indulgence, le paternalisme. Mon livre est clair, et ce que j'y exprime est clair, accessible à tous. Si les mots sont simples, je refuse que cette simplicité soit considérée avec mépris, ou péjorativement. Simple est le contraire de compliqué, mais la simplicité n'est pas l'humilité. Je ne suis pas humble.

Propos recueillis par
Corinne WELGER ■

* Auteur du livre « C'est possible » (Ed. des Femmes). En vente à Syros.